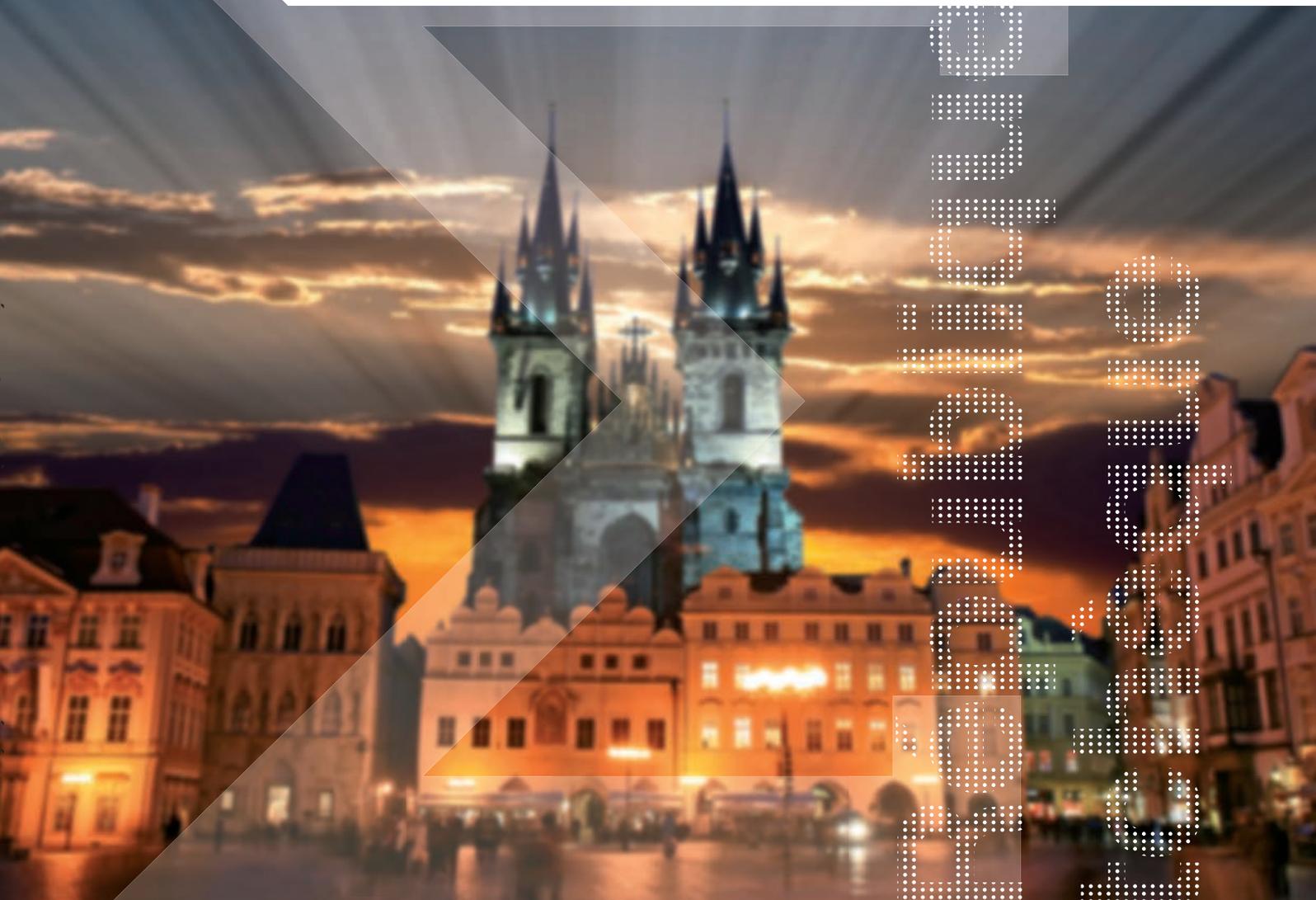




# Études économiques de l'OCDE RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

JUILLET 2018 (VERSION ABRÉGÉE)





# **Études économiques de l'OCDE : République tchèque 2018 (version abrégée)**

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : République tchèque 2018 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/420fee1a-fr>.

ISBN 978-92-64-50460-8 (pdf)

Études économiques de l'OCDE  
ISSN 0304-3363 (imprimé)  
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : République tchèque  
ISSN 1995-3518 (imprimé)  
ISSN 1999-057X (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

**Crédits photo :** Couverture © Gary/Fotolia.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm](http://www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm).

© OCDE 2019

---

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com), ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

---

## Résumé

### ***Les perspectives économiques sont favorables.***

- *L'économie est en plein essor.*
- *La vigueur de la demande et des exportations alimentent la croissance.*
- *La croissance économique va ralentir du fait des pénuries de main-d'œuvre, mais rester supérieure à son niveau potentiel.*
- *Les indicateurs du bien-être concernant la pauvreté et les inégalités sont de bon niveau.*

### ***La faiblesse de la productivité limite la convergence vers les niveaux de vie de l'OCDE.***

- *Le PIB par habitant progresse, mais la convergence vers les niveaux de vie de l'OCDE est lente.*

### ***Une amélioration des compétences, de la R-D et de l'innovation est nécessaire à la montée en puissance de l'économie.***

- *Une amélioration des compétences est nécessaire pour accroître la productivité de la main-d'œuvre et l'innovation et permettre ainsi de maintenir la compétitivité des prix et de favoriser la progression dans les chaînes de valeur.*
- *Augmenter le taux d'activité des femmes ayant de jeunes enfants limiterait les pénuries de main-d'œuvre.*
- *Accélérer les procédures d'immigration et faciliter l'intégration des immigrants pourraient contribuer à atténuer les pénuries de main-d'œuvre.*

### ***La République tchèque est confrontée aux enjeux d'une société vieillissante.***

- *Le vieillissement pèsera sur les finances publiques.*
- *L'âge de la retraite devrait être étroitement lié à l'espérance de vie.*
- *Le financement de la santé et des soins de longue durée pourrait être développé en élargissant la base des contributions à tous les types de revenus.*

### ***Il est possible d'améliorer la fourniture de soins de santé.***

- *Le système de santé tchèque est performant à plusieurs égards, mais peut être amélioré.*
- *Pour la gestion et la réglementation du système de santé, on manque d'indicateurs de la qualité des soins et des résultats.*
- *La fourniture de soins de santé pourrait être améliorée par une meilleure gestion des hôpitaux et la mise en place d'un barème de rémunération plus incitatif pour les prestataires.*
- *L'efficacité de la prestation des soins de santé primaires souffre d'un manque de coordination.*

## RESUMÉ

**Les perspectives économiques à court terme sont favorables...**

**L'économie est en plein essor.** La croissance, qui s'est accélérée en 2017 pour atteindre 4.6 %, est plus équilibrée que les années précédentes. La demande intérieure est soutenue par la forte consommation des ménages, induite par la croissance des revenus, et par l'investissement privé. Les exportations ont également continué de croître en 2017 grâce au plus grand dynamisme de l'activité chez les partenaires commerciaux. Le taux de chômage a poursuivi sa baisse en 2017 et, à moins de 3 %, il est parmi les plus faibles de la zone OCDE. L'inflation s'est nettement redressée en 2017, atteignant une moyenne annuelle de 2.5 %. Cette remontée par rapport à un niveau d'environ 0.5 % ces trois dernières années a été en partie alimentée par une croissance plus rapide des salaires, mais l'appréciation du taux de change va peser sur l'inflation.

**Tableau A. L'économie devrait croître de plus de 3 % par an en 2018 et 2019**

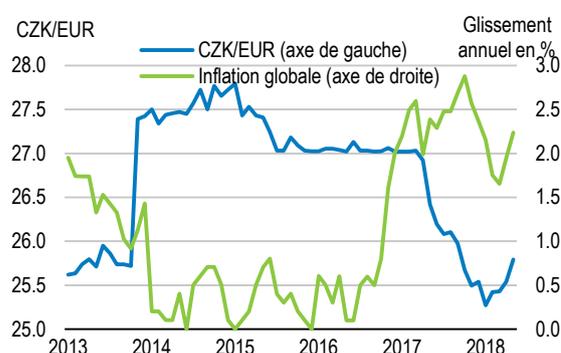
	2017	2018	2019
Produit intérieur brut	4.6	3.8	3.2
Consommation intermédiaire	4.0	3.8	3.5
Formation brute de capital fixe	5.9	5.2	4.3
Importations	6.9	5.3	5.4
Exportations	6.2	6.1	5.7
Taux de chômage	2.9	2.4	2.3
Indice des prix à la consommation	2.5	2.0	2.1
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	1.1	0.5	0.3

Source : OCE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 103 (base de données).

**La croissance de la production ralentira sous l'effet de contraintes du côté de l'offre de main-d'œuvre, mais elle restera supérieure au taux de croissance potentielle de la République tchèque, qui ressort à 3 % en 2018 et 2019.** Grâce à la hausse des salaires et de l'emploi, la consommation des ménages et la demande intérieure se maintiendront à un niveau élevé. L'investissement privé demeurera dynamique grâce aux conditions de crédit favorables. Les exportations resteront fortes. La

progression des salaires et la consommation soutenue des ménages devraient maintenir l'inflation annuelle légèrement au-dessus de l'objectif de 2 % de la Banque centrale en 2018 (graphique A). La Banque nationale tchèque (CNB) a commencé de relever son taux d'intérêt directeur en août 2017 pour stabiliser l'inflation à son niveau-cible sur un horizon à moyen terme.

**Graphique A. L'inflation restera soutenue à un niveau proche de l'objectif**



Source : Calculs fondés sur OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE* (base de données) et Thomson Reuters Datastream (base de données).

**... mais la République tchèque est confrontée à des risques, dont le niveau élevé des prix des logements**

**Les risques découlent autant de facteurs internes que de facteurs externes.** Les pénuries de main-d'œuvre pourraient freiner la croissance. À 2.4 % environ, le taux de chômage se rapproche d'un niveau plancher. En outre, la hausse de l'inflation et des salaires peut conduire plus rapidement que prévu à une normalisation des taux d'intérêt, générant un écart avec les taux dans la zone euro et, par conséquent, une nouvelle appréciation du taux de change. Sur le plan extérieur, l'économie tchèque est particulièrement exposée à des perturbations dans le domaine des échanges. De fait, les exportations en termes de valeur ajoutée contribuent à environ 45 % du PIB. L'évolution du marché du logement est de plus en plus

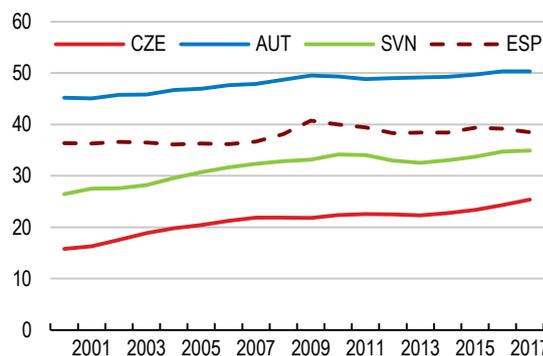
préoccupante. Le volume des prêts pour l'achat d'un logement s'est accéléré ces deux dernières années et atteint un niveau élevé. La progression des prix dans le secteur du logement a dépassé celle observée dans tous les pays de l'UE en 2017. En conséquence, l'endettement des ménages est en augmentation et les banques sont exposées à une inversion de la croissance du revenu des ménages.

*Le faible niveau des salaires limite la convergence vers les niveaux de vie de l'OCDE*

**Le modèle de croissance de la République tchèque, caractérisé par des bas salaires et le recours à l'investissement direct étranger (IDE), a permis d'accroître le PIB par habitant, mais la convergence vers les niveaux de vie de l'OCDE est lente** (graphique B). Bien que les salaires aient connu une progression plus rapide depuis peu, leur niveau reste faible en comparaison internationale. La modestie de la part des revenus du travail tient à l'écart entre le PIB par habitant et le revenu national brut, qui est l'un des plus importants de ceux des pays de l'OCDE (graphique C). Les investissements directs étrangers ont eu des retombées bénéfiques sur l'économie, en renforçant sa participation aux chaînes de valeur mondiales. Cependant, les retombées positives de la croissance pourraient être mieux partagées au service d'un développement inclusif.

#### Graphique B. La convergence du niveau des salaires tchèques progresse lentement

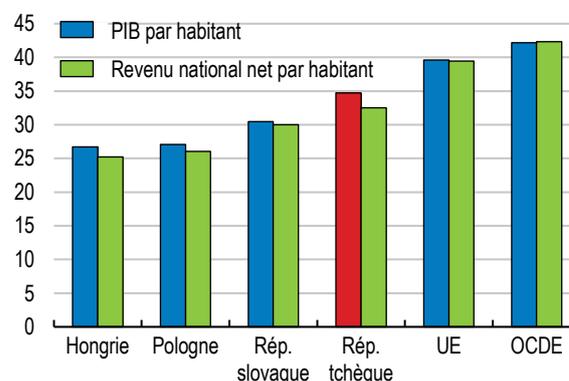
Milliers USD, en prix constants de 2017 et PPA



Source : OCDE (2018), Statistiques OCDE de la population active (base de données).

#### Graphique C. L'écart entre le PIB et le revenu national brut est important

Milliers de dollars EU, PPA par habitant, aux prix courants de 2016

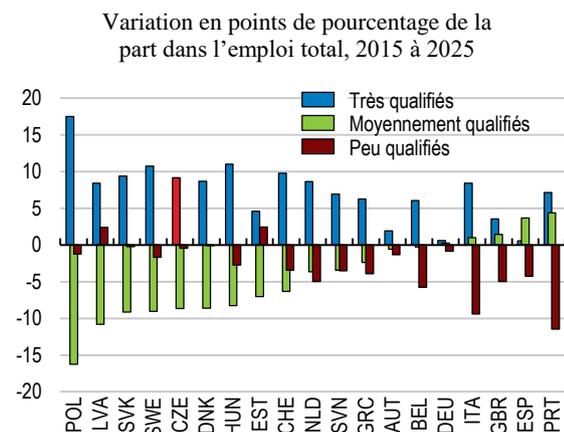


Source: OCDE, Comptes nationaux (base de données).

*... et une amélioration des compétences, de la R&D et de l'innovation est nécessaire à la montée en puissance de l'économie.*

**Une amélioration des compétences est nécessaire pour accroître la productivité de la main-d'œuvre et l'innovation, et permettre ainsi de maintenir la compétitivité des prix et de favoriser la progression dans les chaînes de valeur.** La part des emplois qualifiés sur le marché du travail tchèque est en augmentation. Depuis les années 90, le secteur des services s'est développé et les activités manufacturières se sont intégrées plus étroitement dans les chaînes de valeur mondiales; les emplois sont passés de moyennement qualifiés à hautement qualifiés (graphique D). Des secteurs tels que la production manufacturière, les technologies de l'information et les services aux entreprises devraient continuer de se développer. Doter les travailleurs des compétences et de la formation requises pour s'adapter à un environnement en mutation permettra d'accroître la résilience à l'automatisation. Par exemple, la demande de travailleurs très qualifiée, en particulier dans les domaines techniques, augmentera.

### Graphique D. L'emploi évolue vers des professions hautement qualifiées



Source : Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop) (2017), Prévisions de la demande et de l'offre de compétences.

**Préparer le marché du travail au changement technologique est une priorité pour les pouvoirs publics.** Les politiques qui encouragent la productivité et l'innovation, telles que soulignées dans la dernière Étude, devraient (OECD, 2016<sub>[1]</sub>) être accélérées.

L'inadéquation des compétences est encore importante. Les diplômés manquent dans les filières des mathématiques, des sciences, des statistiques, de la santé et de la protection sociale. Les évolutions actuelles montrent que le stock de compétences sur le marché du travail risque de ne pas suffire pour faire face aux nouvelles pénuries dans certains secteurs tels que la santé et les technologies de l'information. Fournir des informations, des conseils et des orientations utiles, actualisés et adaptés revêt une importance cruciale pour remédier aux déficits de compétences. L'enseignement professionnel, qui peut beaucoup contribuer à remédier à l'inadéquation des compétences, devrait être davantage développé grâce à la participation des employeurs à la conception des programmes et au développement des stages.

**Augmenter le taux d'activité des femmes ayant de jeunes enfants limiterait les pénuries de main-d'œuvre.**

Les compétences des femmes ne sont pas pleinement utilisées sur le marché du travail. Les femmes diplômées sont majoritaires dans les

filières des mathématiques et des sciences naturelles (59.6 %) ainsi que de la santé et de la protection sociale (83.5 %). Or, ces compétences sont rarement disponibles sur le marché du travail, puisque selon les données dont on dispose, dans la tranche 25-34 ans, une femme sur trois ayant un diplôme universitaire en science, technologie, ingénierie ou mathématiques aurait été inactive en 2016. Malgré les efforts déployés récemment, le taux d'activité des femmes tend à baisser après une naissance, ce qui contribue à l'inégalité entre les sexes.

La longue interruption de l'emploi des jeunes mères est due en partie à la durée prolongée du congé parental prévu par la loi. Les dépenses au titre du congé maternité et du congé parental sont les plus élevées de toutes celles observées dans les pays de l'OCDE, ce qui traduit une préférence pour la garde à domicile par rapport aux structures d'accueil formelles des enfants. Sous réserve de l'accroissement de l'offre de garderies de qualité et d'un prix abordable, la durée maximale du congé parental devrait être réduite. Le développement des structures d'accueil des enfants devrait être financé aux moyens de la réaffectation de fonds consacrés aux transferts monétaires et aux congés parentaux. Accroître la flexibilité de l'emploi en accordant des droits au travail à temps partiel, à des formules souples de télétravail et au partage des postes peut contribuer au retour des femmes sur le marché du travail.

#### *La République tchèque est confrontée aux enjeux d'une société vieillissante*

**Le vieillissement pèsera sur les finances publiques.** La population tchèque vieillit plus rapidement que celle de la plupart des pays européens ; le taux de dépendance passera de 28.1 % en 2016 à 49.7 % en 2070, avec un pic à 56.1 % en 2058.

Les dépenses de retraite en pourcentage du PIB devraient être stables jusqu'en 2030, mais elles augmenteront ensuite fortement de plus de 2.5 points de pourcentage du PIB sur 20 ans. En 2017, le Gouvernement tchèque a supprimé

le mécanisme de relèvement continu de l'âge de la retraite obligatoire pour le plafonner à 65 ans. Mais ce plafonnement aggrave l'incidence sur les finances publiques des dépenses au titre des pensions (tableau B).

En outre, les récents changements apportés à la règle d'indexation des pensions font croître les dépenses à ce titre d'environ 0.3 point de pourcentage sur l'horizon des projections.

Les dépenses au titre des soins de santé et de la prise en charge de longue durée devraient également augmenter dans les prochaines décennies. En comparaison avec d'autres pays, la République tchèque va être confrontée à l'une des plus fortes progressions de ces dépenses en pourcentage du PIB.

Le financement des pensions, des soins de santé et de la prise en charge de longue durée absorbe actuellement plus de 43 % du budget de l'État. En supposant que la taille du budget par rapport au PIB demeure constante (environ 35 %), les dépenses sociales prévues en 2060 représenteraient plus de 75 % du budget (tableau B). Comme de nombreux pays de l'OCDE, la République tchèque pourrait envisager de relier étroitement l'âge de la retraite à l'espérance de vie. L'amélioration de l'efficacité des soins de santé pourrait aussi contribuer à amortir les effets du vieillissement sur les dépenses de santé.

**Tableau B. Impact du vieillissement sur les finances publiques**

Projections des dépenses au titre des pensions, en pourcentage du PIB						
	2016	2030	2040	2050	2060	Pic
Total des pensions publiques	8.2	8.2	9.2	10.8	11.6	2059
Liées à l'espérance de vie		8	8.5	9.7	10.2	2059
Projections des dépenses en pourcentage du budget de l'État						
	pourcentage du PIB		% du budget de l'État			
	2017	2060	2017	2060		
Pensions	8.2	11.6	32.4	45.7		
Pensions de vieillesse	6.8	10.2	26.8	40.2		
Soins de santé financés par les cotisations sociales	4.1	3.3				
financés par le budget de l'État	2.1	6.3	8.4	24.7		
Prise en charge sociale de longue durée	0.7	1.4	2.8	5.5		

Source : UE, 2018 Ageing Report (rapport sur vieillissement 2018), (2018<sup>[31]</sup>) ; et estimations, par l'OCDE, des dépenses de santé.

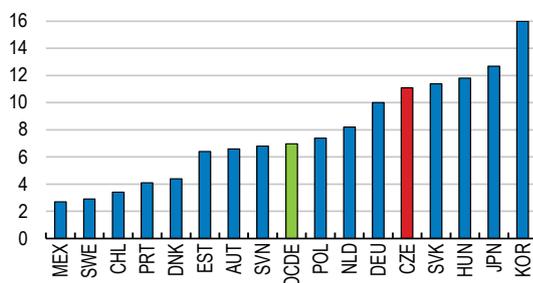
### Améliorer le système de santé

#### Le système de santé tchèque est performant à plusieurs égards, mais il peut être amélioré.

Entre 2005 et 2015, l'espérance de vie a augmenté de 2.6 ans pour atteindre 78.7 ans, soit juste un peu moins que la moyenne de 80.6 ans relevée dans les pays de l'OCDE. Les dépenses de santé, à 7.2 % du PIB en 2016, sont relativement faibles par rapport à celles des pays comparables de l'OCDE. Cependant, l'utilisation des services de santé est l'une des plus élevée de l'OCDE (graphique E).

### Graphique E. Nombre de consultations de médecins

Par habitant, 2015 ou dernière année disponible



Source : OCDE (2017), Statistiques de la santé (base de données).

**Pour la gestion et la réglementation du système de santé, on manque d'indicateurs de la qualité des soins et des résultats.** En outre, le système de santé est très réglementé par l'État par le biais du Décret de remboursement qui fixe la plupart des limites de prix et de volume des activités des prestataires de soins de santé. Un véritable processus de négociation entre ces prestataires et les caisses d'assurance contribuerait à réduire certaines des inefficiences dans la prestation de services.

Dans l'ensemble, il est nécessaire de rééquilibrer le système pour favoriser la concurrence entre les prestataires de soins de santé, d'une part, et les caisses d'assurance et les financements privés, de l'autre, afin d'améliorer la qualité et l'efficacité et de réduire le recours à des financements publics.

**La fourniture de soins de santé pourrait être améliorée par une meilleure gestion des hôpitaux, et la mise en place d'un barème de rémunération plus incitatif pour les prestataires.** Dans les hôpitaux, l'optimisation des soins et de la chirurgie ambulatoires devrait permettre de réduire la durée des séjours et de diminuer les dépenses. Le nouveau système de groupes homogènes de malades (GHM) devrait être utilisé pour fixer les tarifs des services de santé mais aussi pour motiver ou réformer les hôpitaux peu performants. Le système GHM devrait reposer sur un groupe d'hôpitaux parmi les plus performants.

**L'efficacité de la prestation des soins de santé primaires souffre d'un manque de coordination.** La possibilité offerte aux patients d'accéder à des soins spécialisés sans consulter au préalable un médecin généraliste, la définition peu claire des responsabilités mutuelles des médecins généralistes et des médecins spécialistes recevant des patients en consultation externe ainsi que les systèmes actuels de paiement empêchent de tirer pleinement parti du potentiel de soins primaires pour gérer les maladies chroniques, par exemple. Les généralistes devraient se voir attribuer un plus grand rôle de filtrage et de coordination pour faire en sorte que les patients soient mieux orientés vers la structure la plus adaptée à leur traitement, ce qui permettrait aussi de réduire la surcharge des établissements hospitaliers.

**Le vieillissement représentera environ la moitié de la hausse des dépenses de santé à l'avenir et appelle un élargissement des sources de financement du système de soins.** Si le montant total des dépenses de santé est faible, la part des dépenses publiques dans les dépenses totales (82.4 %) est parmi les plus élevées de la zone OCDE. La forte dépendance à l'égard des financements publics est une faiblesse dans le contexte d'une société vieillissante. Ces 15 dernières années, les paiements volontaires et les versements directs ont augmenté, représentant 17.6 % des dépenses de santé en 2016, mais ce niveau reste inférieur à la moyenne de l'OCDE qui est d'environ 20 %. Les principales sources de recettes du système d'assurance maladie sont les cotisations obligatoires prélevées principalement sur les salaires. Pour accroître les recettes et pouvoir financer davantage de dépenses de santé à l'avenir, il faut élargir la base d'imposition. Dans le régime actuel, les cotisations des travailleurs indépendants pourraient être augmentées progressivement. Plus généralement, tous les types de sources de revenu pourraient être imposés pour contribuer au financement de la sécurité sociale. En outre, l'introduction d'un partage des coûts intelligent peut influencer sur le comportement des patients et promouvoir une consommation efficiente des soins de santé.

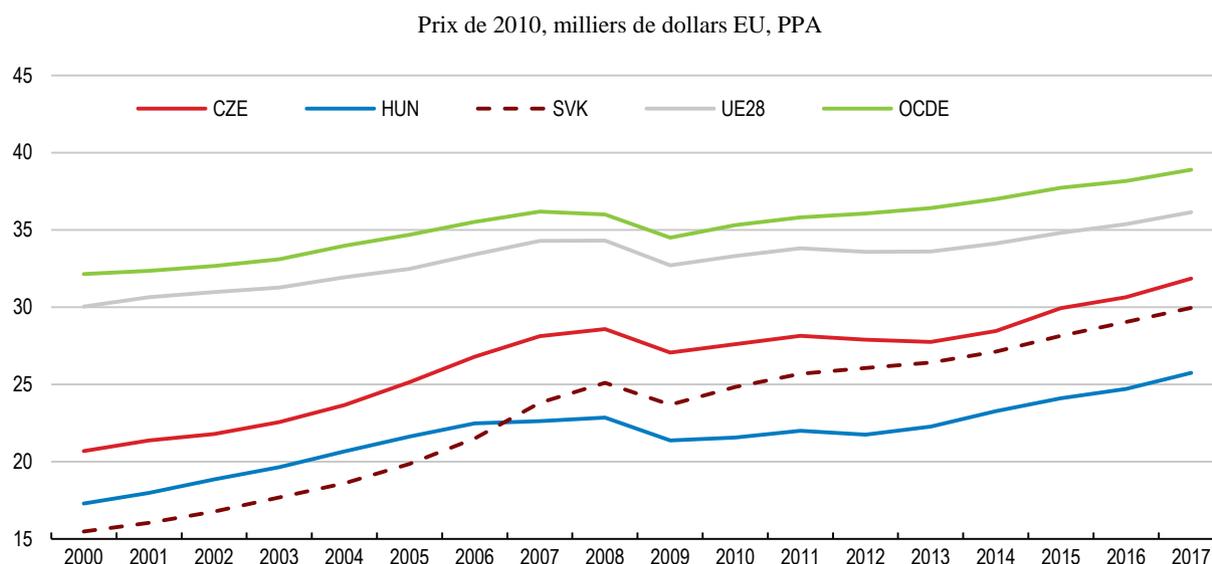
PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
<b>Politiques macroéconomiques et financières</b>	
L'inflation moyenne annuelle, de 2.5 % en 2017, a été supérieure à l'objectif. Les banques sont exposées à l'augmentation de leur portefeuille des prêts immobiliers à la suite de la hausse des prix des logements..	Relever progressivement le taux d'intérêt directeur et se tenir prêt à accélérer le rythme si nécessaire. Permettre à la BNT d'établir des règles prudentielles obligatoires applicables aux prêts individuels. Conserver une certaine marge de manœuvre budgétaire pour faire face aux dépenses futures liées au vieillissement.
<b>S'attaquer aux défis à long terme, y compris aux incidences du vieillissement</b>	
La structure des recettes publiques dépend fortement des cotisations sociales. La ponction fiscale est la sixième la plus élevée dans les pays de l'OCDE. La population vieillit rapidement. Le financement des dépenses liées au vieillissement entre déjà pour plus de 43 % dans le budget de l'État.	Rééquilibrer les recettes fiscales en réduisant les cotisations sociales et en augmentant les impôts indirects (respect des obligations au titre de la TVA et taxes environnementales). Relier étroitement l'âge de la retraite à l'espérance de vie. Diversifier les sources de financement des soins de santé et de la prise en charge de longue durée en élargissant la base des cotisations à tous les types de revenu.
Il faut développer les incitations tarifaires visant à rendre l'économie plus verte.	Introduire une composante carbone dans la fiscalité de l'énergie pour les émissions de CO <sub>2</sub> hors système de l'UE.
<b>Faire face aux pénuries de main-d'œuvre</b>	
Les pénuries de main-d'œuvre sont le principal obstacle à la croissance économique, sur fond de diminution de la population des 15-64 ans. Beaucoup sont inactifs parce que leurs compétences sont insuffisantes ou ne sont pas adaptées aux postes vacants. Le taux d'activité des femmes tend à baisser après une naissance, ce qui contribue à l'inégalité entre les sexes.	Consacrer davantage de ressources à l'éducation, à la formation, au recyclage et au relèvement du niveau de compétences. Accélérer les procédures d'immigration et faciliter l'intégration des immigrants, notamment grâce à des cours de langues. Continuer à augmenter l'offre de structures d'accueil des enfants d'un prix abordable. Réduire la durée maximale du congé parental, comme prévu, et inciter les pères à prendre une partie de ce congé. Accroître la flexibilité des emplois en faisant mieux appliquer les droits au travail à temps partiel, à des formules souples de télétravail et au partage des postes.
<b>Améliorer le système de soins de santé</b>	
Il manque un système de surveillance harmonisé pour évaluer les services de santé. Le décret fixant les tarifs des services de santé (Décret sur le remboursement) compromet les négociations entre les prestataires de soins de santé et les caisses d'assurance.  Le nombre de lits d'hôpitaux reste supérieur à la moyenne de l'OCDE. La rémunération des médecins généralistes, qui dépend davantage du paiement d'un forfait par patient que du paiement à l'acte, est moins rentable que celle des spécialistes.	Introduire progressivement un système de rémunération aux résultats pour les hôpitaux et les médecins, en se fondant sur un éventail plus large d'indicateurs de résultats. Réduire la portée du Décret sur le remboursement en limitant son champ d'application et laisser une marge de négociation aux caisses d'assurance et aux prestataires de soins. Continuer de réduire le nombre de lits d'hôpitaux en encourageant les régions et les municipalités à restructurer les capacités des installations et des services de santé. Renforcer le rôle des soins de santé primaires grâce à un filtrage et à un rééquilibrage entre les paiements au forfait par les patients et les paiements à l'acte dans la rémunération des généralistes.
L'âge moyen des médecins est élevé et pourrait limiter l'accès aux soins de santé à l'avenir. Les infirmiers diplômés sont trop peu nombreux. Les facteurs de risque pour la santé liés au mode de vie comme le tabagisme, l'alcoolisme et la prévalence de l'obésité sont proches de la moyenne de l'OCDE, voire supérieurs.	Accroître la capacité des facultés de médecine et le nombre d'étudiants au moyen de l'octroi de bourses et assurer le financement durable des universités. Augmenter les taxes sur le tabac et l'alcool et envisager d'introduire des taxes sur les aliments et boissons mauvais pour la santé. Promouvoir un mode de vie plus sain et continuer d'élaborer des programmes d'éducation, de prévention des maladies et de dépistage.
Les différences entre le financement des soins dispensés dans les hôpitaux et celui des soins assurés dans les établissements de prise en charge de longue durée génèrent des incitations perverses en encourageant le recours aux hôpitaux.	Aligner les systèmes de rémunération des prestataires pour les soins de longue durée dispensés dans les établissements de santé et dans les établissements médico-sociaux en coordonnant le recours aux redevances d'utilisation.



## 1. Tour d'horizon des principaux enjeux économiques

Depuis le début des années 90, la République tchèque a réussi à se rapprocher de la moyenne des revenus des pays de l'OCDE. Fort de sa situation géographique et de sa base industrielle solide, le pays a ouvert ses marchés et attiré les investissements étrangers directs. Après la Révolution de velours de 1989, l'économie s'est plus étroitement intégrée aux chaînes de valeur mondiales. La croissance a été forte, quoique instable. Après une croissance lente au lendemain de la crise financière de 2007, la République tchèque a repris son mouvement de convergence vers les revenus moyens de l'OCDE et de l'UE. L'économie est florissante, tirée par la demande intérieure et extérieure. Le PIB par habitant a atteint 82 % de la moyenne de l'OCDE en 2017, soit 88 % de la moyenne de l'UE (Graphique 1)

**Graphique 1. Le PIB par habitant converge vers la moyenne de l'OCDE**



Source : OCDE (2018), Base de données de l'OCDE sur la productivité.

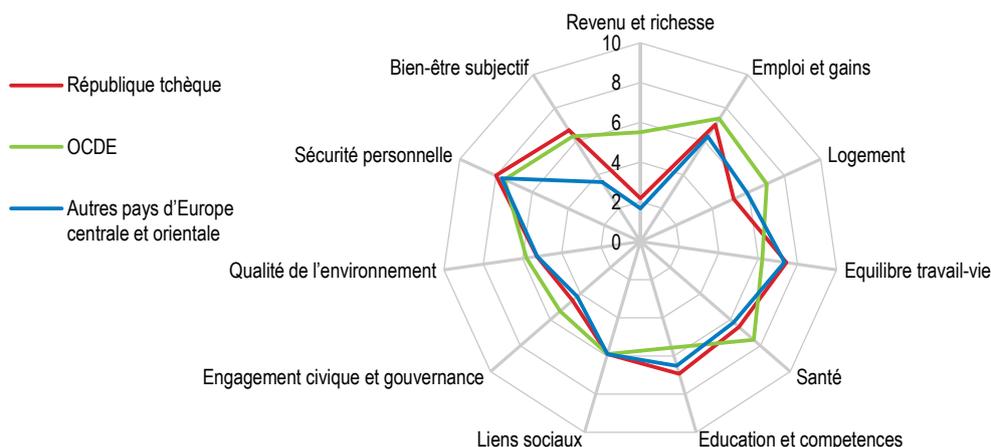
La République tchèque a adopté un grand nombre des meilleures pratiques dans les domaines macroéconomique et structurel. Une combinaison de politiques macroéconomiques judicieuses, en particulier une politique prudente en matière d'endettement, a permis de jeter les bases d'institutions solides contribuant au niveau élevé de confiance des entreprises et des consommateurs. Le pays est donc un lieu attrayant pour les investisseurs. Il fait des efforts continus pour améliorer l'environnement des affaires, notamment en mettant en œuvre des réformes pour ouvrir l'accès à ses marchés et pour renforcer la concurrence (comme indiqué à l'annexe 1)

Pour rester viable à long terme, la croissance économique devrait permettre d'établir des conditions qui ouvrent des perspectives à tous les segments de la population et où les avantages de la prospérité soient répartis équitablement dans l'ensemble de la société. Par rapport à la moyenne de l'OCDE, le bien-être en République tchèque s'est amélioré à de

nombreux égards. En particulier, les indicateurs de la sécurité personnelle générale, de la qualité de l’environnement, de l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée et de l’éducation et des compétences y sont de haut niveau. Malgré la faiblesse des inégalités, la République tchèque est à la traîne par rapport à la moyenne des pays de l’OCDE en termes de revenu et de fortune (Graphique 2) Des améliorations sont aussi nécessaires dans l’engagement civique, la gouvernance et la santé. Par ailleurs, le pays est l’une des sociétés les plus égalitaires de la zone OCDE en termes de revenu disponible (Graphique 3).

**Graphique 2. Les mesures du bien-être sont supérieures à celles des autres pays d’Europe centrale et orientale, mais sont inférieures à la moyenne de l’OCDE**

Indicateur du vivre-mieux, échelle de 0 (pire résultat) à 10 (meilleur résultat)



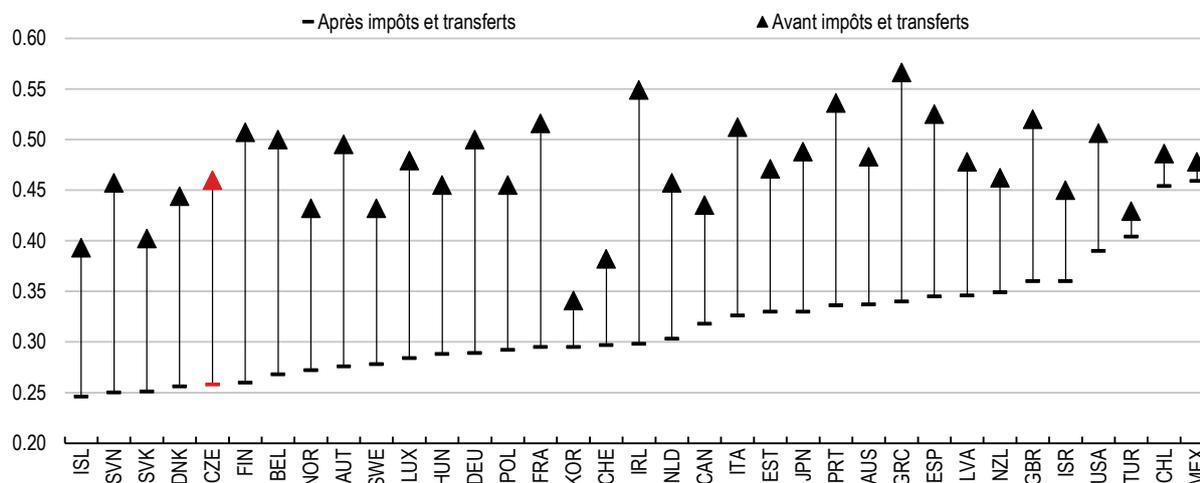
*Note* : Les indicateurs sont normalisés pour chaque dimension sur la base de la formule ci-après : (valeur de l’indicateur - minimum) / (maximum – minimum) x 10 et leur moyenne est calculée. L’agrégat OCDE est pondéré par la population. Les autres pays d’Europe centrale et orientale sont l’Estonie la Hongrie, la Pologne, la Slovénie et la République slovaque. Il convient de noter que l’OCDE ne classe pas officiellement les pays en fonction de leurs résultats au titre de l’indicateur du vivre-mieux.

*Source* : OCDE (2017), Indicateur du vivre mieux 2017, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>.

Les inégalités et la pauvreté sont restées particulièrement faibles au cours de la dernière décennie. Toutefois, on observe d’importantes différences régionales dans les taux de pauvreté, qui sont élevés dans les régions du Nord-Ouest et de la Moravie-Silésie (Graphique 4). C’est à Prague que l’inégalité est plus marquée. Le taux de pauvreté étant relativement bas, cette situation traduit une forte dispersion des salaires imputable à des divergences dans les compétences et la productivité entre les secteurs. Dans le même temps, les personnes percevant de bas salaires sont malgré tout mieux loties à Prague que dans des régions plus « périphériques ». Dans le Nord-Ouest, les taux de pauvreté plus élevés s’explique par la faiblesse des salaires/revenus de la plupart des travailleurs.

### Graphique 3. La redistribution réduit les inégalités

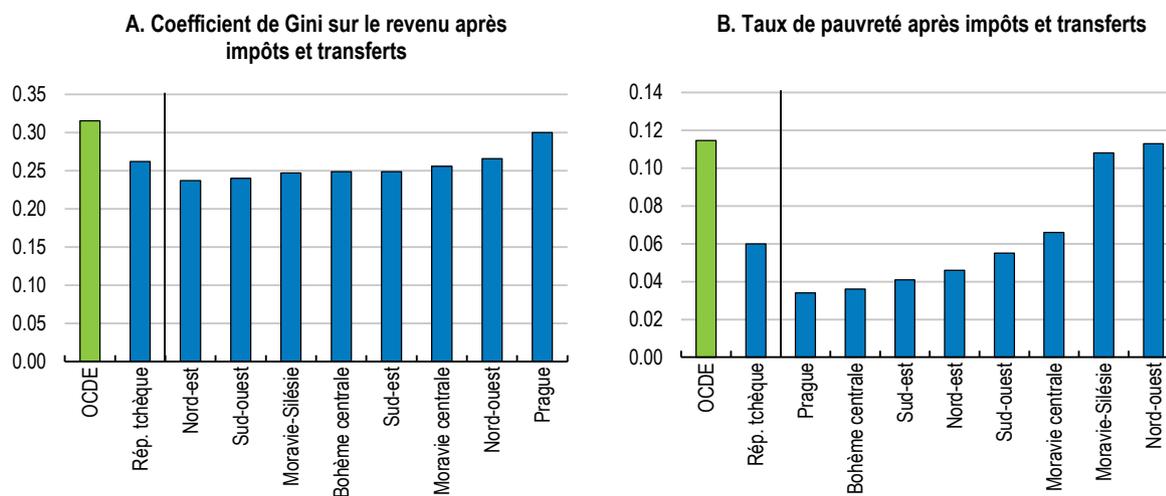
Coefficient de Gini, 2015 ou dernière année disponible



Source : OCDE (2018), Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

### Graphique 4. L'inégalité et la pauvreté sont relativement peu marquées, mais varient entre les régions

Ratio, 2013



Note : Pour que le coefficient de Gini soit égal à zéro, il faut que tous les revenus soient égaux et pour qu'il soit égal à un, il faut qu'une personne possède tous les revenus. Le taux de pauvreté montre la part de la population dont le revenu est inférieur à 50 % du revenu médian national respectif. Le revenu s'entend après impôts et transferts et après ajustement en fonction des différences dans la taille des ménages.

Source : Base de données de l'OCDE sur le bien-être régional (<http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=0bf0dcae-3c3f-4393-a3cb-83171b3d0997&themetreeid=23>) ; et base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

Pour générer de nouvelles améliorations des conditions de vie, la République tchèque devra progresser dans la chaîne de valeur et améliorer les compétences de sa population active.

À court terme, elle doit remédier aux pénuries de main-d'oeuvre, par exemple en augmentant le taux d'activité de la main-d'oeuvre féminine, tout en se préparant à faire face à l'impact d'une population vieillissante dans une perspective à long terme. Les principaux messages de cette *Etude économique* sont les suivants :

L'économie est en plein essor, mais la croissance doit être plus inclusive. Les pénuries de main-d'oeuvre et de compétences risquent de devenir des obstacles majeurs à une croissance plus dynamique. Le renforcement des compétences est doublement avantageux dans l'optique d'une croissance plus inclusive car, outre son incidence positive sur la croissance, il devrait permettre d'accroître la qualité de l'emploi, les salaires et le bien-être.

La situation financière est solide, mais les dépenses liées au vieillissement, notamment celles concernant les pensions et les soins de santé, pèseront sur les finances publiques. À long terme, il conviendra de limiter les hausses des dépenses au titre des pensions et les autres dépenses liées au vieillissement.

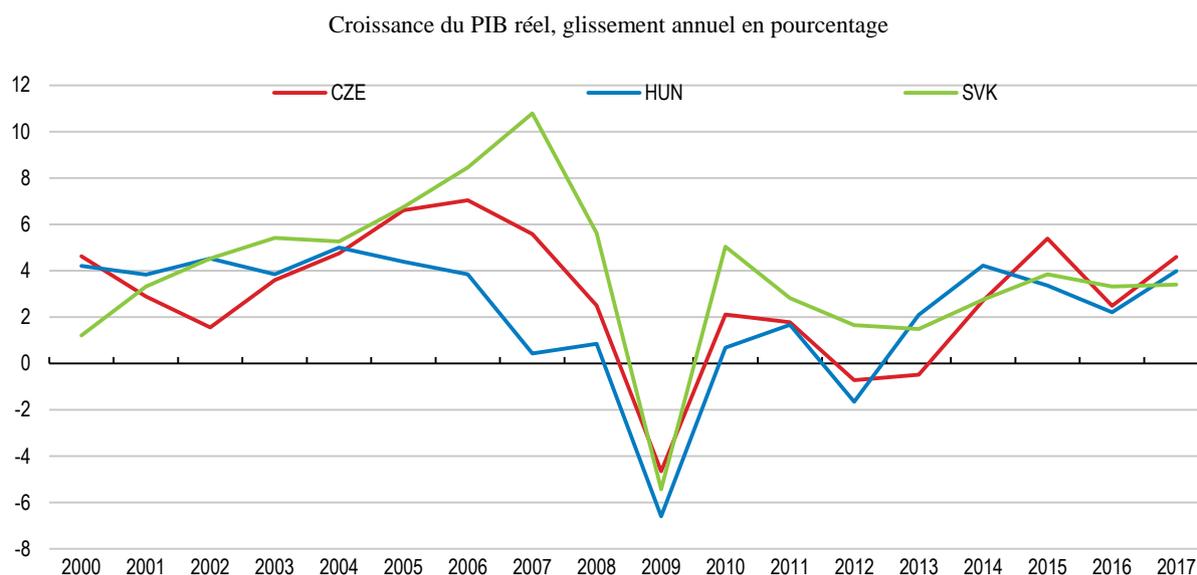
Le secteur de la santé est performant, mais il sera mis à l'épreuve par le vieillissement de la population. L'efficacité et la qualité de la prestation de services peuvent être améliorées.

## Évolutions macroéconomiques récentes et perspectives à court terme

### *La croissance s'est fortement redressée*

Depuis 2013, la croissance s'est accélérée (Graphique 5). Le principal facteur à l'origine de ce redressement est l'investissement public financé par l'UE, surtout en 2015. En 2016, la croissance a ralenti pour revenir à 2,6 %, car les investissements publics se sont effondrés. En revanche, l'investissement privé est devenu le moteur de la croissance, sous l'effet de bénéfices en hausse et d'un meilleur accès au crédit, associés à une plus forte consommation des ménages dopée par la progression des salaires et de l'emploi.

**Graphique 5. La croissance s'accélère comme dans les pays voisins**



Source : OCDE (2018), base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

**Tableau 1. Indicateurs et projections macroéconomiques**

Variation annuelle en pourcentage, volume (prix de 2010)

	2014 Aux prix courants (milliards de CZK)	2015	2016	2017	2018 (projections)	2018t (projections )
PIB1	<b>4 313</b>	5.4	2.5	4.6	3.8	3.2
Consommation intermédiaire	<b>2 073</b>	3.7	3.5	4.0	3.8	3.5
Consommation des administrations publiques	<b>849</b>	1.9	2.0	1.5	1.8	1.6
Formation brute de capital fixe	<b>1 083</b>	10.4	-2.5	5.9	5.2	4.3
Logement	<b>145</b>	22.7	8.9	7.2	5.6	4.9
	<b>4 006</b>	5.1	1.5	4.0	3.8	3.4
Formation de stocks2	<b>32</b>	0.8	0.0	0.0	0.5	0.0
	<b>4 038</b>	5.9	1.4	3.9	4.3	3.3
Exportations de biens et de services	<b>3 559</b>	6.2	4.3	6.9	5.3	5.4
Importations de biens et de services	<b>3 284</b>	7.0	3.1	6.2	6.1	5.7
Exportations nettes	<b>274</b>	-0.2	1.1	1.0	-0.2	0.1
<b>Autres indicateurs (taux de croissance, sauf indication contraire)</b>						
PIB potentiel	.	2.4	2.7	2.7	2.9	3.1
Écart de production3	.	0.4	0.2	2.0	2.9	3.1
Effectif	.	1.4	1.9	1.6	0.8	0.3
Taux de chômage	.	5.0	3.9	2.9	2.4	2.3
Masse salariale	.	4.8	5.8	8.3	7.0	5.8
Coût unitaire de main-d'œuvre	.	-0.4	3.3	3.6	2.8	2.4
Déflateur du PIB	.	1.2	1.2	1.4	1.2	1.4
Indice des prix à la consommation	.	0.3	0.7	2.5	2.0	2.1
Prix à la consommation	.	1.3	1.6	2.0	2.0	2.1
Taux d'épargne des ménages, net4	.	6.8	6.0	5.4	4.8	3.9
Balance des opérations courantes5	.	0.2	1.6	1.1	0.5	0.3
Solde budgétaire des administrations publiques5	.	-0.6	0.7	1.6	1.6	1.4
Montant brut de la dette publique (définition de Maastricht) 5	.	39.9	36.8	34.6	32.4	30.5
Taux du marché monétaire à trois mois, en moyenne	.	0.3	0.3	0.4	0.9	1.4
Rendement des obligations d'État sur 10 ans, en moyenne	.	0.6	0.4	1.0	2.0	2.5

1. Toutes les composantes du PIB sont corrigées du nombre de jours ouvrables.

2. Contributions aux variations du PIB réel, montant effectif dans la première colonne.

3. En pourcentage du PIB potentiel.

4. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

5. En pourcentage du PIB

Source : OCDE (2018), Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 (base de données).

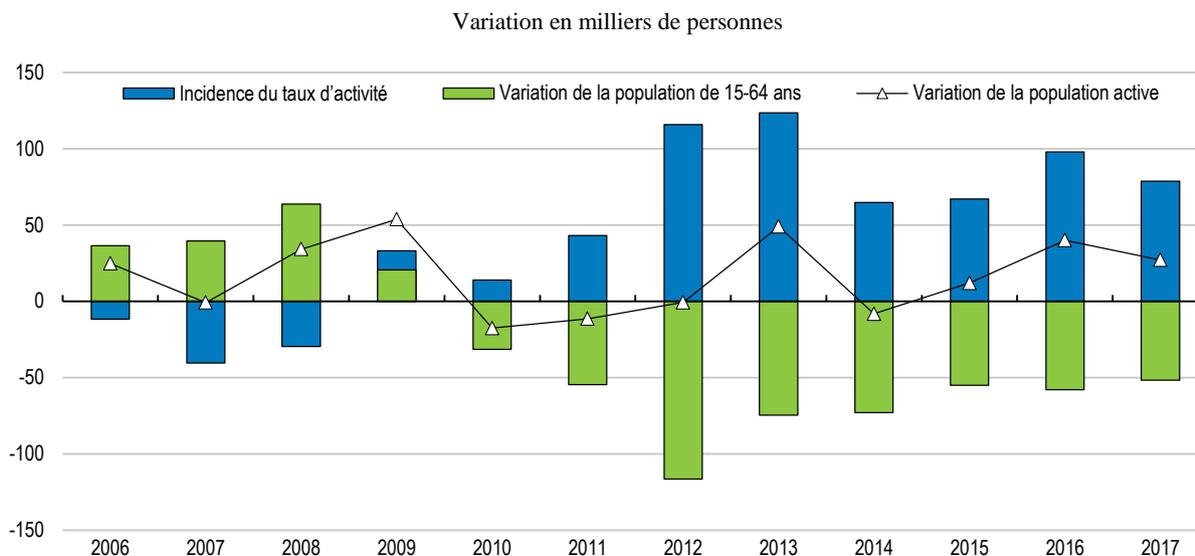
La croissance, qui s'est accélérée en 2017 pour atteindre un taux de 4.6 %, a été plus équilibrée que les années précédentes. Elle a été tirée par la demande intérieure et extérieure. La consommation privée est restée élevée en 2017 (Graphique 7, partie A), la consommation des ménages étant soutenue par l'accroissement des revenus, la baisse du taux d'épargne dans un contexte de renforcement de la confiance et la progression du crédit (Graphique 7, partie B). L'investissement privé a également progressé sensiblement, grâce

aux investissements réalisés dans le secteur manufacturier et dans le secteur des TIC à la faveur du redressement continu des bénéfiques (Graphique 7, parties B et C). La production industrielle a augmenté, en particulier dans le secteur automobile, qui a bénéficié à la fois de la demande provenant de l'étranger et des commandes nationales de machines et de matériel. Les exportations ont également continué de s'accroître en 2017, grâce à l'activité plus dynamique des partenaires commerciaux, mais les importations ont également été soutenues, en raison de l'importante composante importée des exportations et de l'investissement.

Le taux de chômage a encore diminué en 2017 et, à moins de 3 %, est parmi les plus bas de l'OCDE (Graphique 7, partie D). La forte création d'emplois a fait grimper les salaires d'environ 6 % et la masse salariale de 8.3 % en 2017, ce qui a contribué à réduire les inégalités. La masse salariale a augmenté fortement ces trois dernières années et ce, à un rythme plus rapide que le PIB (Graphique 10).

Le manque de travailleurs est en train de devenir le principal obstacle à une croissance économique plus forte. Jusqu'à récemment, les pénuries de main-d'oeuvre imputables à l'évolution démographique et au niveau élevé de l'emploi ont été en partie contrebalancées par une hausse des taux d'activité économique. Le processus de vieillissement s'est traduit par une diminution constante de la population des 15 à 64 ans depuis 2010 (voir Graphique 6). Néanmoins, cet effet négatif sur la population active a été compensé la plupart des années par une progression du taux d'activité des personnes non économiquement actives par le passé, mais attirées par les offres d'emploi et la hausse des revenus. Toutefois, l'économie se heurte à des contraintes sur le marché du travail et les offres d'emploi non satisfaites recensées par les bureaux d'emploi ont plus que septuplé, passant de 30 803 en décembre 2010 à près de 267 000 en avril 2018.

**Graphique 6. . L'augmentation du taux d'activité a compensé l'effet du vieillissement sur le marché du travail**



Source : OCDE (2018), Statistiques sur la population active (base de données).

À 3 % en 2017, le taux de croissance de la productivité du travail est supérieur à la tendance post-crise, mais encore inférieur à la tendance d'avant la crise (Graphique 9). Le niveau de

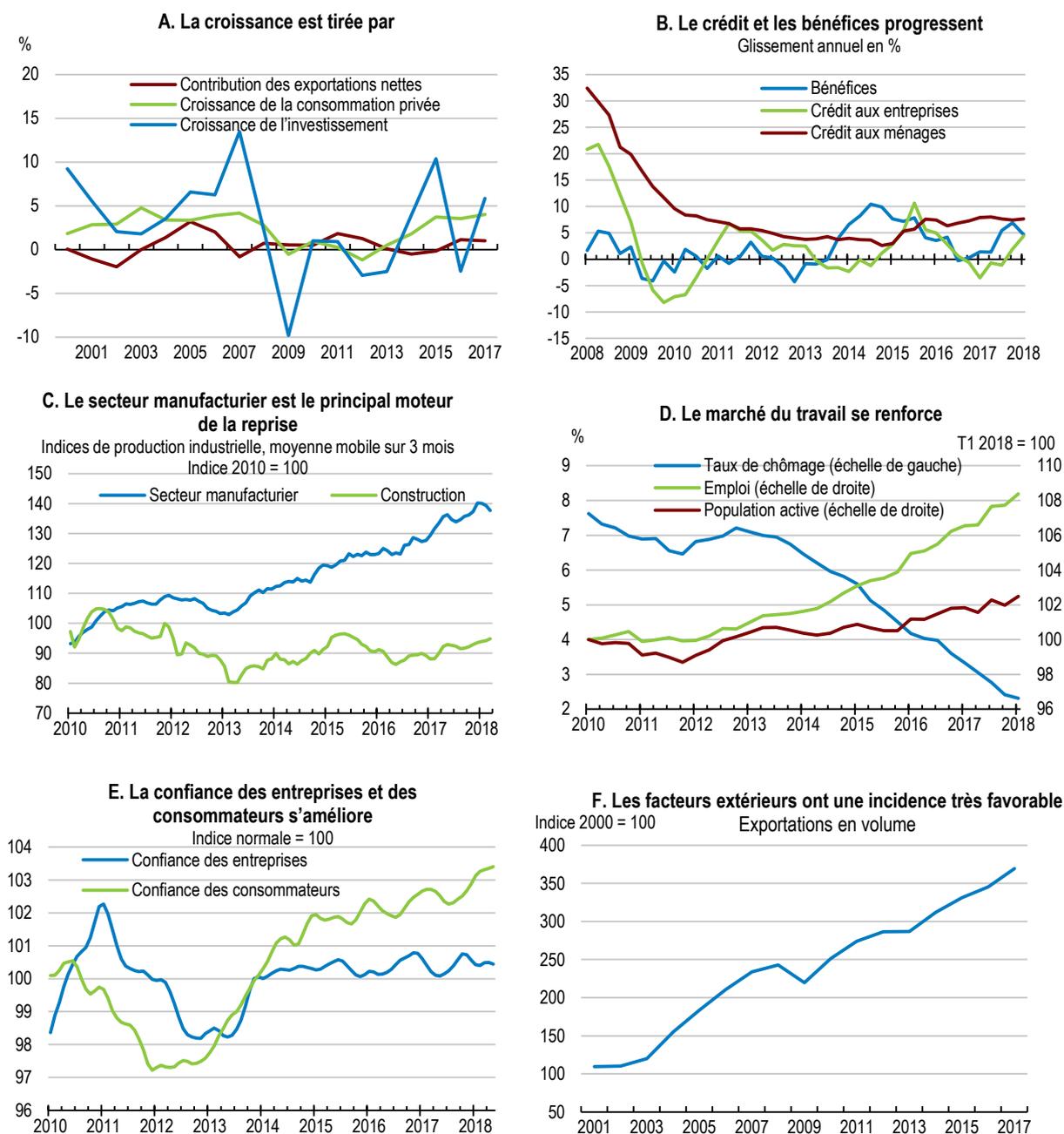
la productivité du travail demeure relativement faible par rapport à celui des pays développés, en raison des importantes inadéquations des compétences, d'une faible transformation de la R&D en innovation et de la taille des industries manufacturières à forte intensité d'emplois peu qualifiés (OECD, 2016<sub>[1]</sub>).

Les exportations continuent de contribuer largement à la demande, avec une croissance d'environ 6 % en 2017 (Graphique 8). Une grande partie d'entre elles peuvent cependant être considérées comme des réexportations de biens intermédiaires et de technologies informatiques préalablement importés. L'Allemagne est le principal partenaire de la République tchèque dans cette circulation à double sens, car l'industrie du pays est étroitement intégrée aux chaînes de valeur allemandes (Graphique 8, parties A et B). L'industrie tchèque est également bien intégrée aux chaînes de valeur des pays d'Europe centrale et orientale.

La balance des opérations courantes a été positive ces quatre dernières années (Graphique 8, partie C), ce qui a permis d'accumuler des réserves en devises. En outre, la politique de change de la Banque nationale tchèque a conduit à une nouvelle accumulation de réserves en devises pour empêcher l'appréciation de la couronne entre 2013 et 2017. Après la sortie de cette politique de taux de change en avril 2017, les réserves ont commencé à diminuer en pourcentage du PIB et la couronne a commencé de s'apprécier.

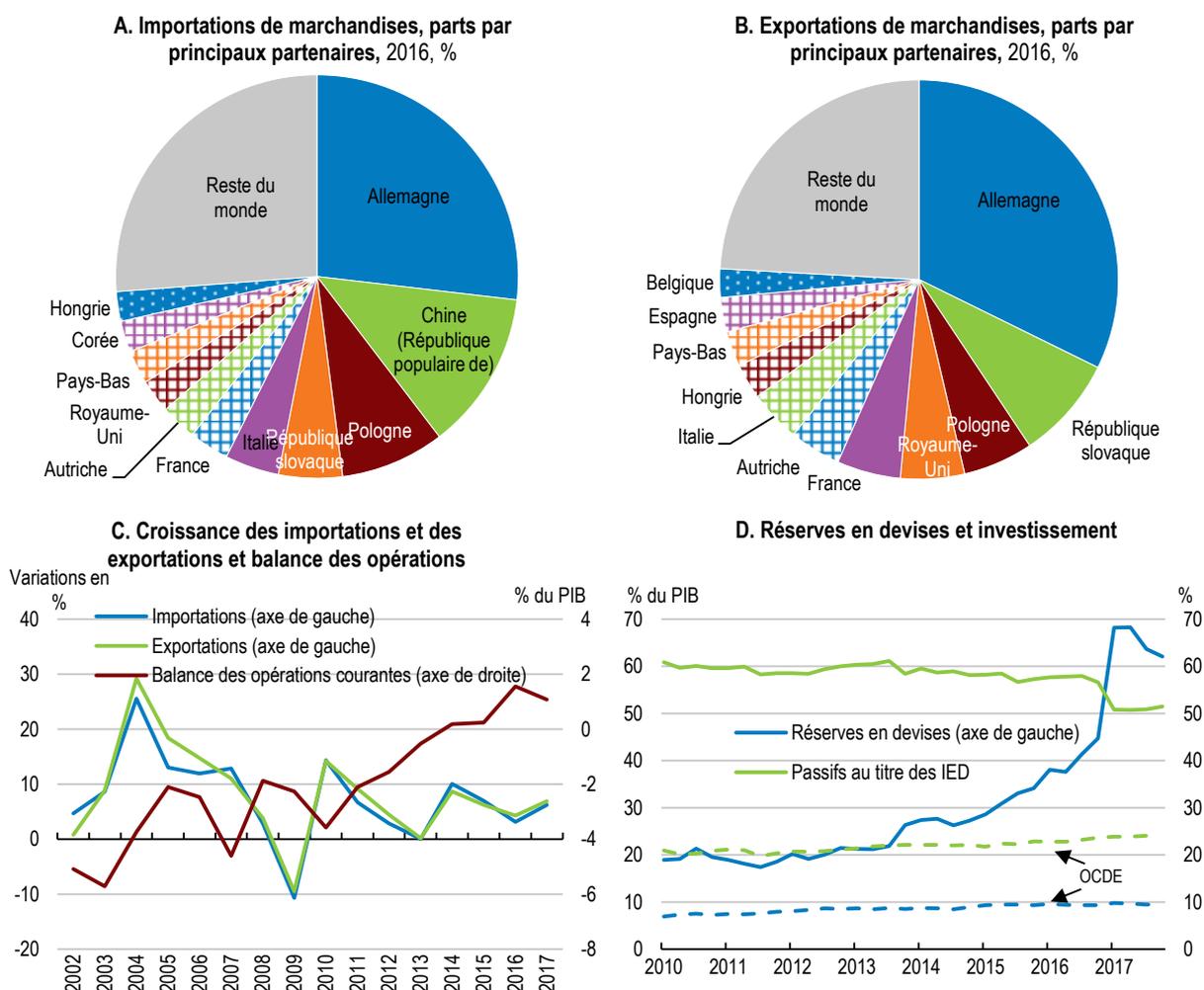
L'inflation s'est nettement redressée en 2017, atteignant en moyenne 2.5 % après être restée trois années autour de 0.5 % . Du côté de l'offre, un faible taux de chômage associé à un important volume de vacances d'emploi s'est traduit par une accélération de la croissance des salaires, qui a entraîné une augmentation des coûts unitaires de main-d'oeuvre . En outre, la hausse des prix du pétrole a alimenté l'inflation. Du côté de la demande, la consommation des ménages a aussi fait grimper l'inflation. Les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées sont ceux qui contribuent le plus à l'inflation.

**Graphique 7. Évolution de la situation économique en République tchèque**



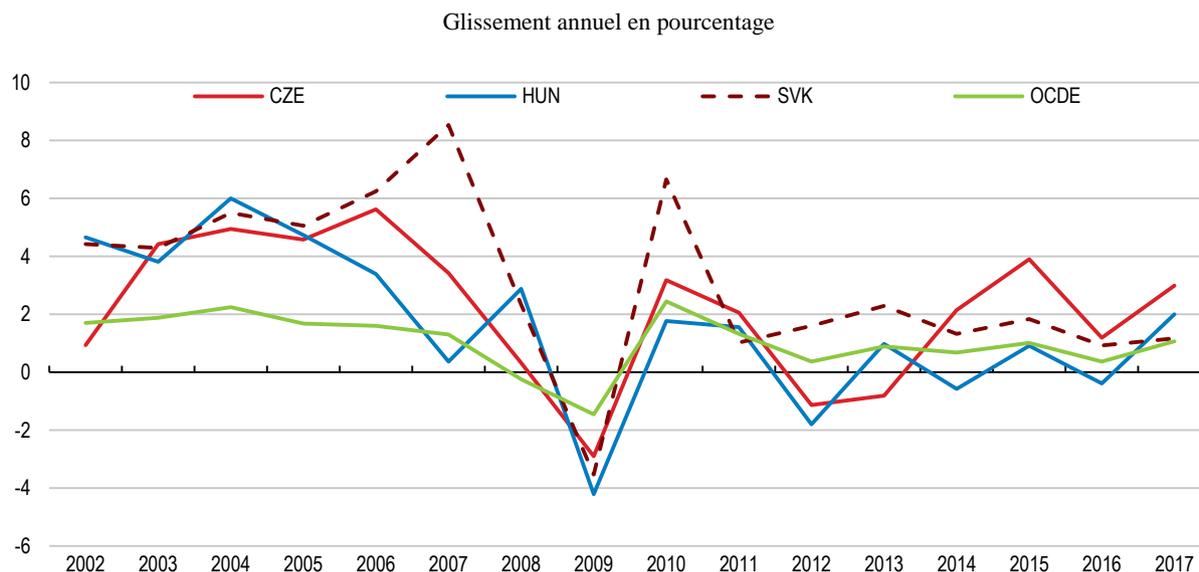
Source : OCDE (2018), Perspectives économiques de l'OCDE (base de données) ; Banque nationale tchèque ; OCDE (2018), Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE (base de données) ; et Principaux indicateurs économiques de l'OCDE (base de données).

**Graphique 8. Les pays de l'UE sont les principaux partenaires commerciaux de la République tchèque**



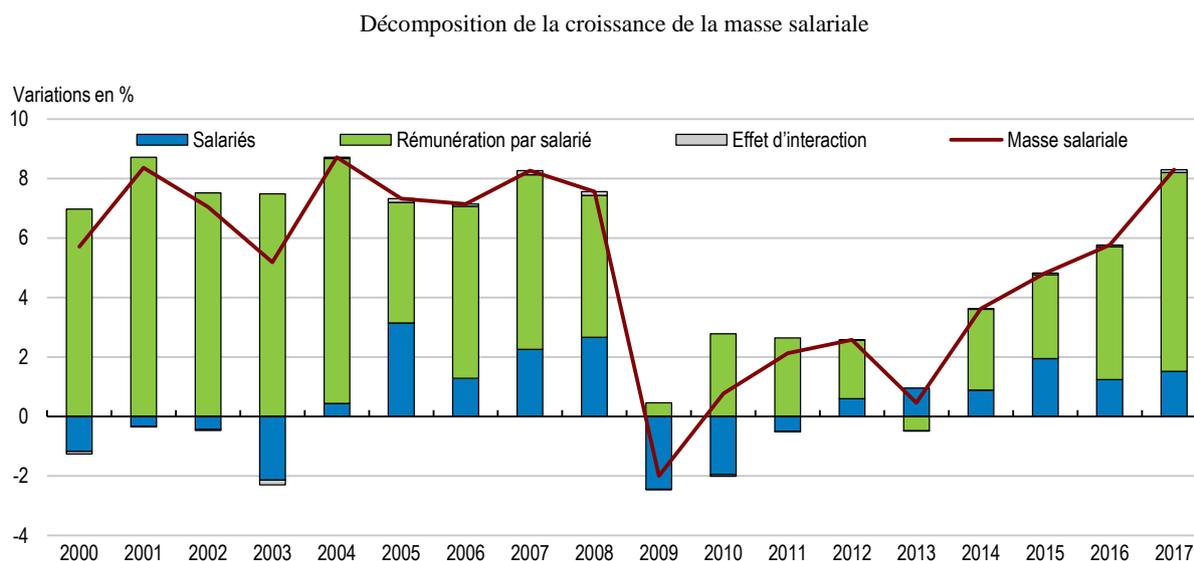
Source : OCDE (2018), Statistiques du commerce international par produits (base de données) ; Perspectives économiques de l'OCDE (base de données) ; et base de données de l'OCDE sur la résilience.

### Graphique 9. La productivité du travail se redresse



Source: OCDE (2018), base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

### Graphique 10. La masse salariale s'accroît



Source : OECD (2018), OECD Economic Outlook (database).

### Perspectives et risques

La croissance économique devrait ralentir en 2018, principalement en raison des contraintes liées à l'offre de travail. Cependant, même à 3.8 %, elle se situera au-dessus de son potentiel estimé (Tableau 1). Grâce à la hausse de salaires et de l'emploi, la consommation des ménages et la demande intérieure se maintiendront à un niveau élevé. L'augmentation de 0 % en moyenne des salaires dans la fonction publique en 2018 contribuera à soutenir la demande. L'investissement privé devrait également s'accroître,

grâce à des conditions de crédit favorables et à des dotations plus importantes en provenance des Fonds structurels et d'investissement européens. En outre, le fait que le coût du travail soit relativement plus élevé que celui du capital devrait stimuler les investissements dans les actifs physiques. Le niveau élevé des prix et de la demande de logements continuera aussi de stimuler l'investissement. La contribution nette du secteur extérieur à la croissance devrait être plus limitée, les importations et les exportations augmentant en parallèle. La croissance des salaires et la forte consommation des ménages devraient maintenir l'inflation annuelle légèrement au-dessus de l'objectif de 2 % de la Banque centrale en 2018.

Les risques découlent aussi bien de facteurs internes que de facteurs externes. L'évolution du marché du travail pourrait limiter la croissance, voire conduire à un ralentissement plus important que prévu. Premièrement, le taux de chômage atteint un niveau plancher, le taux corrigé des variations saisonnières dans le groupe d'âge des 15–64 ans étant revenu à 2.3 % en avril 2018 (CZSO, 2018<sup>[2]</sup>). Le nombre d'offres d'emploi non satisfaites dépassait 267 000 en avril, malgré l'augmentation des taux d'activité. En outre, la hausse de l'inflation et des salaires et le ralentissement de l'appréciation du taux de change pourraient conduire à une normalisation des taux d'intérêt à un rythme plus rapide que prévu, accentuant ainsi l'écart avec les taux de la zone euro, ce qui accélérerait l'appréciation de la couronne et influerait négativement sur les exportations et la croissance (Tableau 1). Enfin, une hausse rapide des prix des logements constitue un risque supplémentaire.

Sur le plan extérieur, l'économie tchèque est particulièrement exposée aux perturbations du commerce compte tenu de sa forte intégration aux chaînes de valeur mondiales (Tableau 2). Les exportations en termes de valeur ajoutée contribuent au PIB pour environ 45 % (OECD, 2017<sup>[3]</sup>). Les États-Unis et le Royaume-Uni sont respectivement les deuxième et troisième destinations des exportations en termes de valeur ajoutée de la République tchèque. Par conséquent, une escalade des taxes à l'importation serait préjudiciable à la croissance. Par ailleurs, un Brexit désordonné pèserait sur les perspectives de croissance.

**Tableau 2. Vulnérabilités potentielles de l'économie tchèque**

Choc	Impact possible
Limites imposées à la libre circulation des biens et des services après le Brexit.	L'économie tchèque, enclavée et très intégrée dans les chaînes de valeur européennes, souffrirait d'importants changements touchant la circulation des biens et des services dans toute l'Europe.
Montée des pressions protectionnistes dans le commerce et l'investissement	Des hausses des droits sur les biens intermédiaires utilisés dans le secteur manufacturier auraient des effets dommageables.

## Politiques monétaire, financière et budgétaire visant à encourager la stabilité et le bien-être

### *Politique monétaire et variations du taux de change*

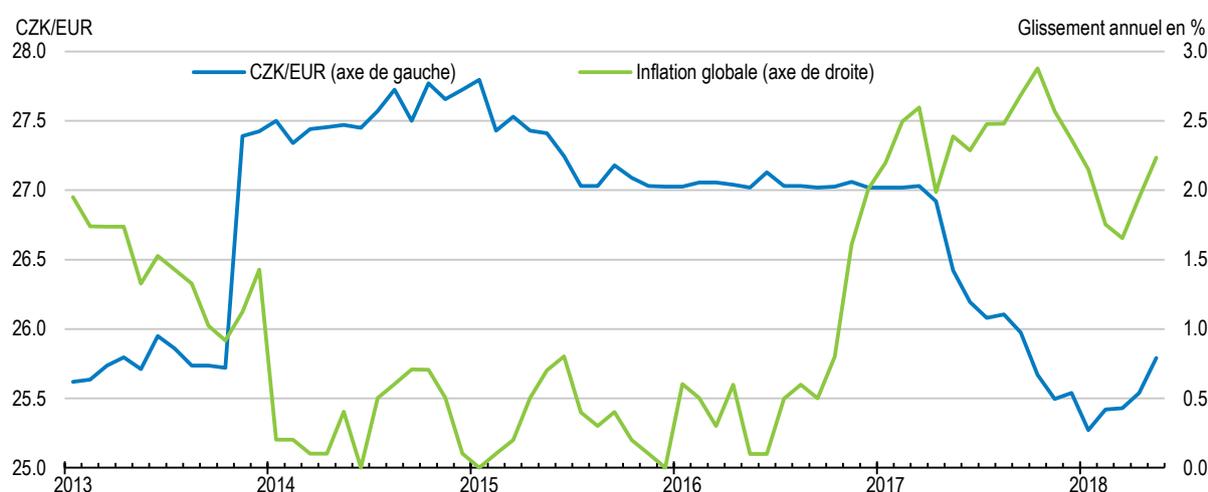
La Banque nationale tchèque (CNB) est déterminée à maintenir un cadre de ciblage de l'inflation et un taux de change flottant. Confrontée à un risque déflationniste persistant, en novembre 2013, elle a utilisé le taux de change comme instrument d'action supplémentaire dans sa stratégie de ciblage de l'inflation. Elle est notamment intervenue sur le marché des changes pour maintenir la couronne au-dessus d'un seuil fixé à 27 couronnes pour un euro, accumulant des réserves en devises (à hauteur de 70 % du PIB en avril 2017). En avril 2017, elle a annoncé la sortie de la politique de taux de change plancher et, dans les mois qui ont

suiwi, la couronne s'est progressivement et continuellement appréciée, atteignant CZK 25.5 pour un euro à la fin de 2017. La sortie de la politique de taux de change plancher est une évolution bienvenue.

L'inflation ayant rebondi fortement en 2017, la CNB a relevé les taux d'intérêt pour la première fois en cinq ans en août 2017. Deux autres hausses ont suivi, portant le taux de base à 0.75 % (mars 2018). L'augmentation des taux d'intérêt est une évolution souhaitable et nécessaire pour empêcher une recrudescence de l'inflation.

Face à la hausse des salaires et de l'inflation, les autorités monétaires devraient relever encore progressivement les taux d'intérêt afin de maintenir l'inflation proche de l'objectif et suivre de près l'impact de l'inflation sur le marché du travail. Si l'économie devait montrer des signes inflationnistes de surchauffe, la CNB devrait se tenir prête à relever les taux en conséquence. Or, une hausse des taux d'intérêt plus rapide en République tchèque accentuera l'écart vis-à-vis des taux d'intérêt dans la zone euro et contribuera à l'appréciation de la couronne. Cela étant, cette dernière aura tendance à freiner l'activité économique et à atténuer les pressions inflationnistes, surtout pour les biens et services importés.

**Graphique 11. Le taux de change s'apprécie et l'inflation est proche de l'objectif**



Source: Calculations based on OECD (2018), OECD Economic outlook (database) and Thomson Reuters Datastream (database).

### ***Vulnérabilité du secteur financier***

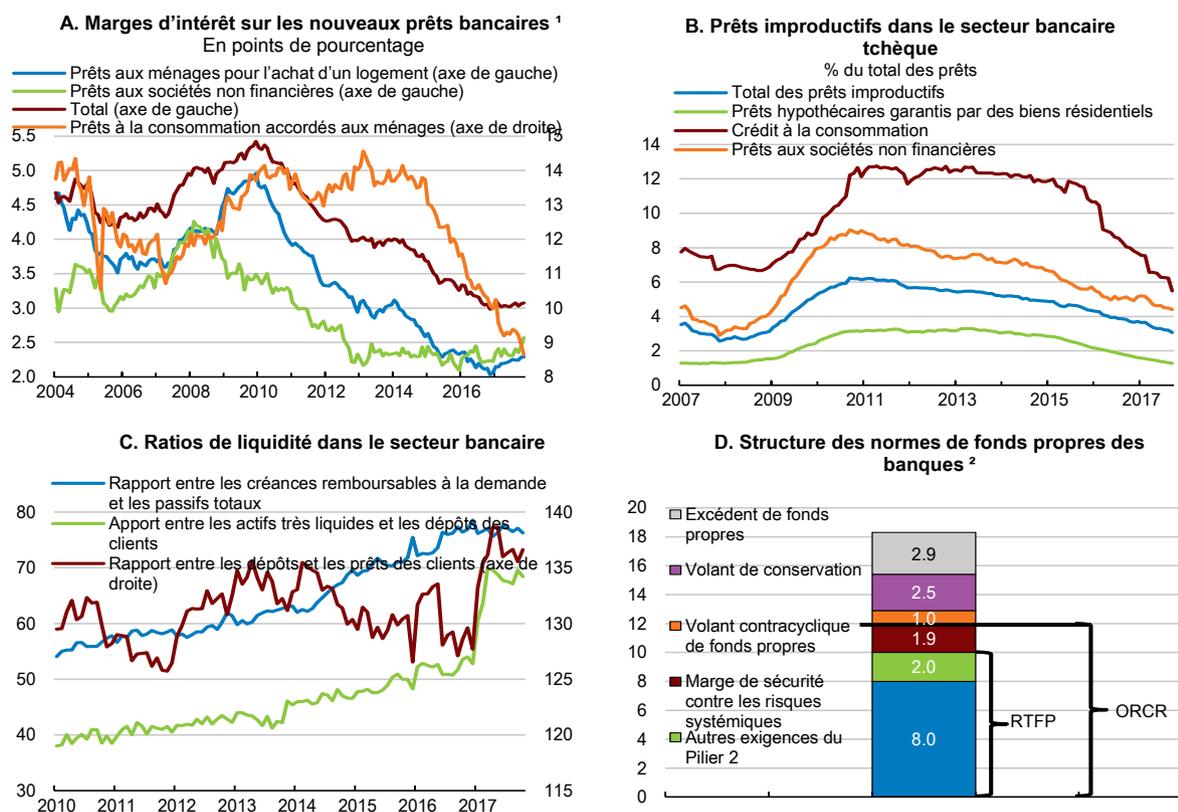
Le secteur financier bénéficie de la prospérité économique. Il a gagné en robustesse et en résilience tout au long de 2017, bien qu'étant davantage exposé aux risques liés au secteur du logement. Les bénéfices des banques, qui représentent 80 % du secteur financier, sont ainsi en hausse et le rendement des actifs est de 1.1 % contre 0.5 % dans l'Union européenne. (Czech National Bank, 2017<sup>[4]</sup>).

Le dynamisme des bénéfices du secteur bancaire s'explique par l'augmentation des prêts aux ménages offrant une confortable marge de taux d'intérêt (Graphique 12). La marge sur les prêts à la consommation en particulier reste élevée (8.6 points de pourcentage). En outre, les créances douteuses et litigieuses ont sensiblement reculé dans toutes les catégories, pour revenir à 3 % du total en 2017 (Graphique 12). La structure du

financement bancaire paraît solide, car le rapport des prêts aux dépôts demeure faible et l'endettement global est peu important par rapport à la plupart des pays de l'OCDE. Les coefficients de liquidité ne témoignent pas d'une forte exposition au risque à court terme, car le volume des actifs bancaires est important (Graphique 12).

Les banques ont également de solides volants de liquidités par rapport aux exigences de capitalisation. Outre les normes générales de fonds propres, la Banque nationale tchèque a ajouté deux autres exigences : le volant de conservation et le volant contracyclique de fonds propres. Les banques de la République tchèque dépassaient ces exigences de 2.9 points de pourcentage à la fin de 2017 (Graphique 12, partie D). Le coût du risque restant faible en raison du bas niveau des taux d'intérêt et le crédit augmentant rapidement, la CNB a introduit en janvier 2017 un volant contracyclique de 0.5 %. La composante cyclique du risque systémique lié à la hausse du crédit est persistante, de sorte que l'augmentation annoncée du volant contracyclique devant être porté à 1.5 % à partir du 1er juillet 2018 semble nécessaire. En outre, le volant contracyclique n'a pas d'influence jusqu'à présent sur l'offre de crédit ou le coût du capital. Ces règles prudentielles sont conformes aux meilleures pratiques des pays de l'OCDE.

**Graphique 12. L'exposition à des vulnérabilités financières est faible**



1. La marge d'intérêt est la différence entre le taux créditeur et le taux débiteur des banques.

2. Le RTFP est le ratio total de fonds propres qui résulte du processus d'examen et d'évaluation par les autorités de réglementation. Les « normes générales de fonds propres (NGFP) » sont la somme du RTFP et de toutes les marges de sécurité. ANFPP signifie « autres normes de fonds propres pertinentes » et correspond à la somme du RTFP et de la marge de sécurité contre les risques systémiques.

Source: Banque nationale tchèque

L'évolution du marché du logement est relativement préoccupante. La faiblesse des taux d'intérêt, associée à l'amélioration des perspectives économiques et à la hausse des revenus, a entraîné une augmentation de la demande de logements. Les prêts au logement se sont accélérés ces deux dernières années (Graphique 13, partie A) et atteignent des niveaux historiquement élevés. L'augmentation du taux de croissance des prêts et les contraintes du côté de l'offre se traduisent par une hausse des prix dans le secteur du logement, qui a été la plus forte enregistrée dans les pays de l'UE en 2017 (Graphique 13, partie C). En outre, les prix des logements progressent plus vite que les salaires, même s'ils ont légèrement ralenti au premier trimestre de 2018. Les ménages voient donc leur endettement augmenter, tandis que l'inversion de la croissance de leur revenu constitue une exposition pour les banques.

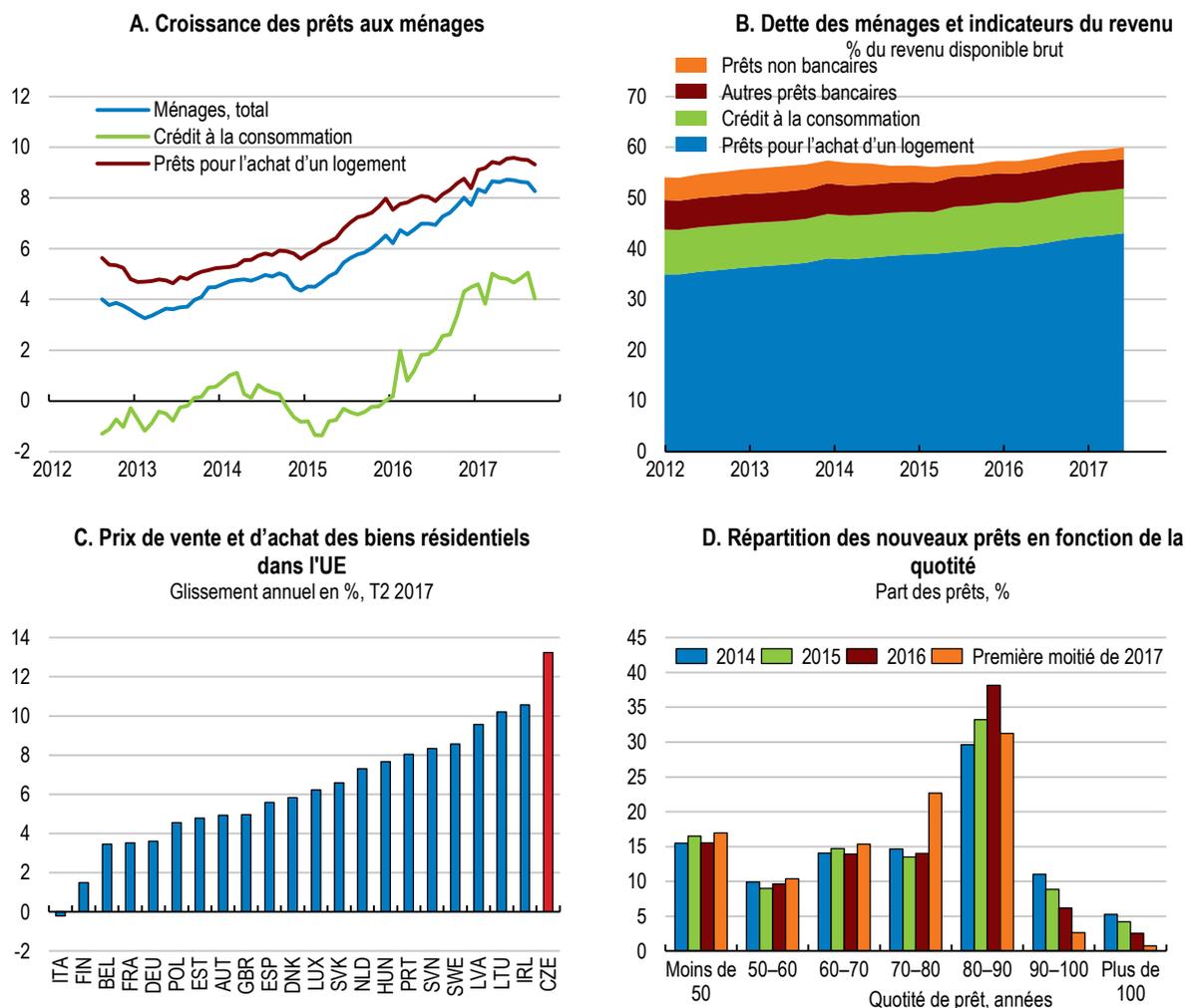
La hausse des prix des logements résulte également de contraintes du côté de l'offre. La réglementation relative à la délivrance d'un permis de construire est lourde, et nécessite en moyenne pas moins de 21 procédures, contre environ 12.5 dans les pays de l'OCDE (World Bank, 2018<sup>[5]</sup>). De ce fait, plusieurs années peuvent s'écouler entre la planification et l'achèvement d'un projet de construction (OECD, 2017<sup>[8]</sup>).

Pour limiter l'exposition des banques au marché du logement et veiller à ce que les emprunteurs soient solvables, la CNB a introduit en 2015 et 2017 plusieurs mesures prudentielles, en particulier les quotités de prêt. Par exemple, il est recommandé que la quotité pour les nouveaux prêts à des particuliers garantis par un bien immobilier soit supérieure à 90 %. Les banques sont également encouragées à limiter à 15% de leur portefeuille par trimestre les crédits pour lesquels la quotité de prêt est comprise entre 80 et 90 %. Il est aussi recommandé aux banques et aux établissements de crédit d'évaluer avec prudence les demandes de prêt émanant de clients dont le ratio d'endettement est supérieur à 8 ou le ratio du service de la dette au revenu dépasse les 40 %. À compter d'octobre 2018, une dette ne devra pas excéder neuf fois le revenu annuel des emprunteurs et le ratio du service de la dette au revenu ne devra pas être supérieur à 45 %. Ces ratios prudentiels ne sont que des recommandations et ne sont pas contraignants, ce qui limite leur efficacité. La CNB ne peut utiliser les instruments prudentiels globaux, en particulier les exigences de fonds propres supplémentaires, que pour influencer sur les pratiques de prêt des banques.

Jusqu'ici, les banques ne se sont pas pleinement conformées à ces recommandations. La part des prêts présentant une quotité de 80 %-90 % atteignait 31 % au premier semestre de 2017, et près de 3 % des prêts accordés avaient une quotité de plus de 90 % (Graphique 13, partie D). En juin 2017 cependant, les niveaux étaient nettement plus conformes à ceux recommandés. De plus, les biens donnés en garantie sont en général surévalués aux fins du calcul de la quotité de prêt (Czech National Bank, 2017<sup>[4]</sup>), ce qui accroît l'exposition des banques à des changements dans la situation économique des emprunteurs.

La CNB pourrait être habilitée à fixer des règles prudentielles applicables aux prêts individuels. Toutefois, pour éviter de trop restreindre le crédit aux particuliers, les limites d'emprunt devraient être déterminées au regard des capacités des emprunteurs, en particulier de leur niveau de revenu.

### Graphique 13. L'évolution du marché du crédit et du logement est préoccupante



Source: Banque nationale tchèque, Office national de statistique et Eurostat.

### Politique budgétaire

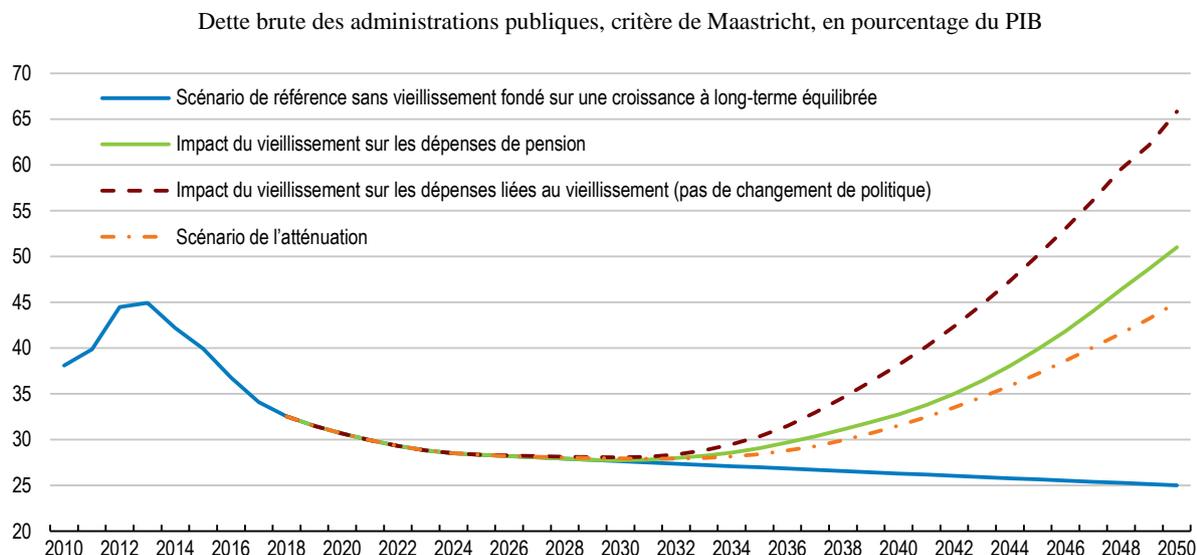
La situation budgétaire est solide, mais elle sera mise à l'épreuve par le vieillissement de la population. À 2.3 % du PIB en 2017, le solde primaire s'est accru par rapport à 2016 et il est en excédent pour la troisième année consécutive. Le rapport de la dette au PIB diminue donc rapidement et à 35 % (définition de Maastricht), il était l'un des plus faibles de l'OCDE en 2017. Le solde primaire devrait rester positif au cours des deux prochaines années, faisant encore baisser la dette publique. À moins de 30 % du PIB, la dette brute est considérée comme viable pour la République tchèque (Fournier and Fall, 2015<sup>[6]</sup>) (Graphique 15). En outre, les réserves budgétaires nécessaires pour amortir les chocs négatifs sont de 10 % du PIB, selon les estimations (Fall et al., 2015<sup>[7]</sup>).

Toutefois, le vieillissement pèsera sur les finances publiques dans une perspective à plus long terme (voir section 0). Si la politique en matière de pensions n'est pas modifiée pour amortir l'impact du vieillissement, le rapporte dette-PIB augmentera de plus de 20 points de pourcentage en 2050 (Graphique 14). En outre, si aucune mesure n'est prise dans aucun

des domaines des dépenses relatives au vieillissement, ce rapport doublera d'ici à 2050 (Graphique 14.) et se dégradera davantage en 2059 – année record de l'incidence du vieillissement sur les dépenses.

La République tchèque est déterminée à renforcer son cadre budgétaire pour garantir la viabilité à long terme. Conformément aux recommandations de l'OCDE et de l'Union européenne, des institutions budgétaires sont en cours de mise en place (Tableau 3).

#### Graphique 14. Une marge de manœuvre budgétaire est disponible pour faire face aux besoins futurs



*Note:* Le scénario de référence s'appuie sur les projections des Perspectives économiques jusqu'en 2019. Par la suite, les hypothèses sont les suivantes : la croissance du PIB réel comble progressivement l'écart de production et s'établit à 2,5 % d'ici à 2025 ; le budget est équilibré à partir de 2025 ; et le taux d'intérêt effectif réel converge à 2 % en 2025. Le scénario de l'« impact du vieillissement sur les dépenses de pension » repose sur l'hypothèse que les augmentations de ces dépenses sont financées par le déficit, qui atteint 2,6 % du PIB en 2050. Le scénario de l'« impact du vieillissement sur les dépenses liées au vieillissement » ajoute les effets du vieillissement sur les pensions, les soins de santé et la prise en charge de longue durée et retient l'hypothèse d'un déficit de 4 % du PIB en 2050. Le scénario d'« atténuation » suppose que la moitié des dépenses liées au vieillissement est financée par un accroissement des recettes et la limitation de la hausse des dépenses.

*Source:* Calculs fondés sur OCDE (2018), base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

**Tableau 3. Recommandations formulées antérieurement pour renforcer le cadre budgétaire**

Recommandations des Études précédentes	Mesures prises
Mettre en œuvre le nouveau cadre budgétaire et établir le Conseil budgétaire	La loi sur la responsabilité budgétaire est entrée en vigueur en février 2017. Un objectif budgétaire à moyen terme est fixé pour assurer la viabilité à long terme des finances publiques. Deux institutions indépendantes sont mises en place pour surveiller le respect des règles budgétaires. <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Conseil budgétaire national (membres nommés le 25 janvier 2018) : surveillera le respect des règles budgétaires et évaluera l'incidence des mesures gouvernementales sur la viabilité à long terme des finances publiques</li> <li>Le Comité des prévisions budgétaires (membres nommés le 30 avril 2018) : vérifiera la plausibilité des prévisions macroéconomiques et budgétaires utilisées dans la procédure budgétaire.</li> </ul>
Réduire les avantages du travail indépendant en termes de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu des personnes physiques.	Depuis janvier 2018, le montant forfaitaire maximum des dépenses déductibles par les entrepreneurs a été réduit de 50 % (et ramené à 1 million CZK). Cette mesure réduit le signalement fictif d'un emploi en tant qu'activité indépendante et rapproche le niveau de l'imposition des travailleurs indépendants de celui des salariés.

La politique budgétaire a été restrictive ces deux dernières années (Tableau 4) ; Davantage de dépenses publiques auraient contribué à maintenir la dynamique de croissance en 2016 et fait grimper l'inflation, mais l'orientation budgétaire était appropriée en 2017 dans un contexte de forte croissance et d'inflation. Cela étant, si des signes de surchauffe devaient se concrétiser au niveau de l'inflation, il faudrait éviter que la politique budgétaire ne soit procyclique. L'investissement public a diminué par rapport au pic de 5.1 % du PIB observée en 2015 pour tomber à environ 3.3 % du PIB en 2016 et 2017. L'investissement public devrait s'accroître de nouveau en 2018 avec l'accélération des allocations des Fonds de l'UE. Les dépenses publiques, bien que stables par rapport au PIB (Tableau 4), augmentent en volume à un rythme légèrement plus rapide que celui-ci. Elles se sont accrues de 5 % en 2017 et devraient augmenter de 6 % en 2018.

Les principaux facteurs à l'origine de cette augmentation sont les suivants :

- Les prestations de retraite, qui ont été relevées de 4 %, pour partie en raison des changements intervenus dans la formule d'indexation (voir section 0).
- Les prestations pour les personnes souffrant d'un handicap et devant faire l'objet d'une prise en charge de longue durée.
- Les prestations pour les familles avec enfants, en particulier pour appuyer le retour des mères sur le marché du travail et mettre en place un congé de paternité.
- Les traitements des fonctionnaires, qui augmenteront de 10 %, à l'exclusion de ceux des enseignants, qui ont été accrus de 15 % à partir de novembre 2017, et de ceux des travailleurs sanitaires, qui ont été accrus de 10 % en janvier 2018. La masse salariale dans la fonction publique devrait progresser d'au moins 7 % en 2018 (Ministry of Finance, 2018<sup>[8]</sup>).

Ces mesures sont partiellement conformes aux recommandations antérieures de l'OCDE, qui a prôné d'aider les femmes avec des enfants à continuer de participer au marché du travail en augmentant les prestations familiales. Elles confirment également que la part des dépenses sociales dans les dépenses publiques tend à dépasser celle de l'investissement dans l'infrastructure, de la R&D et de l'éducation. La dynamique de l'investissement public

demeure étroitement tributaire des investissements cofinancés avec des ressources de l'UE, ce qui implique une grande instabilité et peut retarder les investissements dans les infrastructures importantes comme les autoroutes et les chemins de fer. À l'avenir, les hausses des salaires dans la fonction publique devraient être liées à la progression de la productivité du travail dans l'économie.

**Tableau 4. La situation budgétaire est solide**

	Pourcentage du PIB				
	2015	2016	2017 <sup>1</sup>	2018 <sup>1</sup>	2019 <sup>1</sup>
<b>Dépenses et recettes</b>					
Total des recettes	41.1	40.2	40.3	40.2	39.8
Total des dépenses	41.7	39.5	38.8	38.6	38.4
Paiements nets d'intérêt	0.9	0.8	0.6	0.6	0.5
<b>Solde budgétaire</b>					
Solde budgétaire	-0.6	0.7	1.6	1.6	1.4
Solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles <sup>2</sup>	-0.8	0.7	0.8	0.4	0.1
Solde budgétaire sous-jacent <sup>2</sup>	-0.6	0.7	0.8	0.4	0.1
Solde budgétaire primaire sous-jacent <sup>2</sup>	0.4	1.4	1.4	1.0	0.7
<b>Dettes publiques</b>					
Dettes brutes	52.0	47.7	43.9	41.7	39.8
Dettes brutes (définition de Maastricht)	40.0	36.8	34.6	32.4	30.5
Dettes nettes	20.0	17.2	12.2	10.0	8.1

1. Projection.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

Source : OCDE (2018), Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 (base de données).

Les recettes publiques sont en pleine expansion grâce à la croissance de l'économie. Le montant des recettes recouvrées a augmenté de 6.5 % en 2017, contre 1.5 % en 2016 (Ministry of Finance, 2018<sub>[12]</sub>), et devrait rester élevé en 2018. L'augmentation de la consommation des ménages et l'introduction de l'enregistrement électronique des ventes et des déclarations de TVA dopent les recettes tirées de cette taxe, qui ont progressé de 9.5 % en 2017. Ces mesures ont aussi commencé à avoir un effet sur la fraude à la TVA, qui a diminué récemment (European Commission, 2018<sub>[9]</sub>). Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations sociales ont nettement augmenté en 2017 et devraient rester fortes en 2018, portées par la croissance de l'emploi et des salaires.

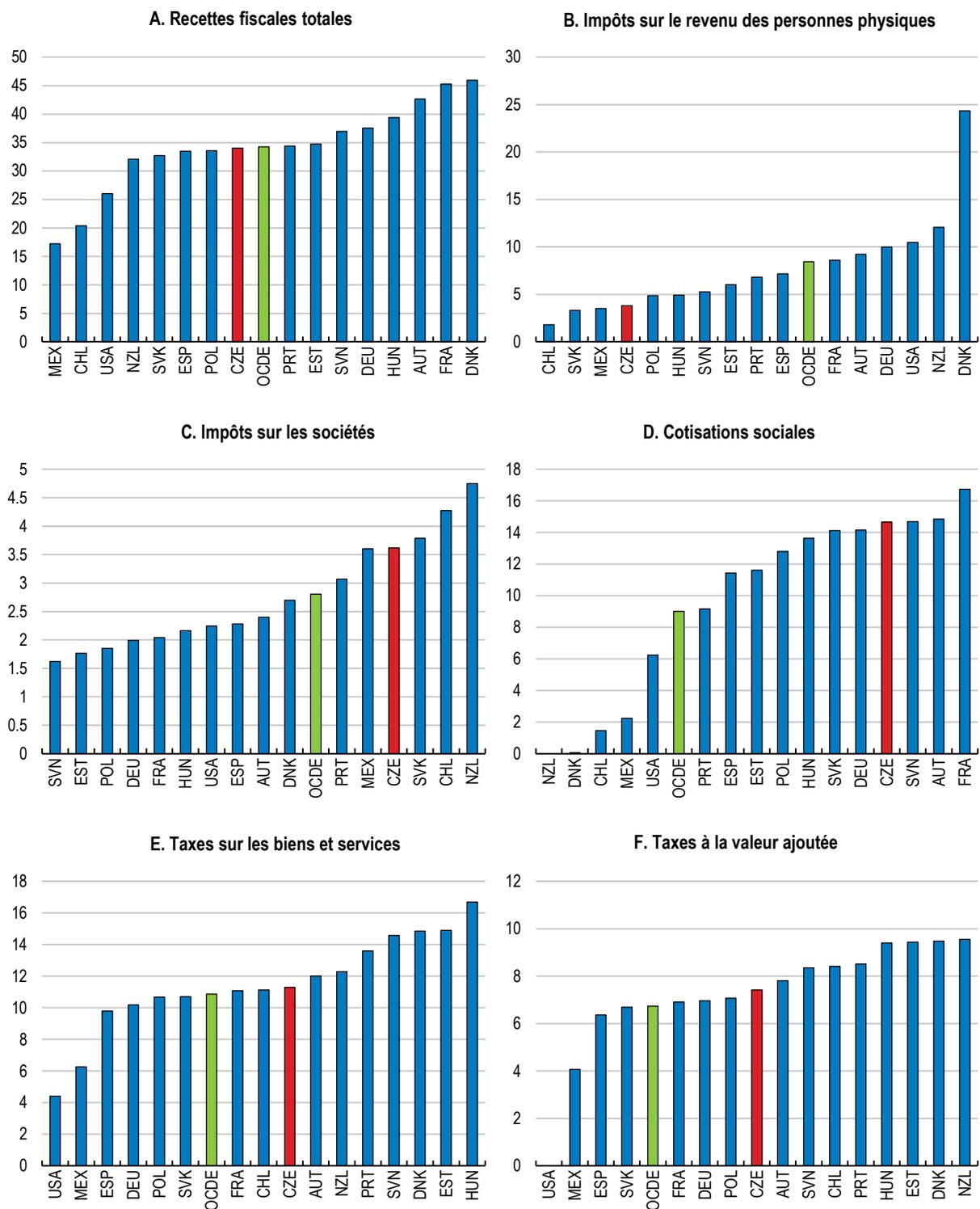
La République tchèque a déployé d'importants efforts pour améliorer le recouvrement de la TVA. Les estimations de l'écart de TVA établies pour tous les États membres de l'UE font apparaître une baisse tendancielle des pertes de recettes en République tchèque durant les quatre dernières années. Toutefois, ces estimations doivent être interprétées avec prudence en ce qui concerne la fraude à la TVA et la fraude fiscale. Si l'écart de TVA donne une mesure du manque à gagner imputable à la fraude et au non-respect des règles, exprimée sous la forme de la différence entre le montant des recettes de TVA effectivement perçues et le montant théorique que l'on s'attend à collecter, il peut aussi être influencé par les faillites et arriérés fiscaux ainsi que par des problèmes de communication des données dans les comptes nationaux. L'écart de TVA de la République tchèque (16.48 %) reste, cependant, supérieur à la moyenne de l'UE (12.77 %) et une vigilance constante et des efforts continus s'imposent donc pour le réduire. Il faudrait notamment envisager de mieux corriger les éventuels problèmes générés par la différenciation des taux et les exemptions, car celles-ci ont généralement un impact négatif sur le respect des règles.

Il est aussi conseillé à la République tchèque de soigneusement cibler les mesures antifraude en fonctions des secteurs et des profils de contribuables pour lesquels les risques de fraude sont les plus grands, en utilisant les dernières stratégies de gestion des risques de non-conformité, et d'éviter que de telles actions ne créent une charge indue de mise en conformité pour les entreprises qui ne fraudent pas. En outre, des changements réguliers du régime fiscal créent des incertitudes et des coûts de mise en conformité. Dans le cadre de ce régime, il faudrait s'orienter vers plus de simplicité et moins d'exemptions ou vers des taux réduits et plus de stabilité.

La structure des recettes publiques est déséquilibrée, avec une forte dépendance à l'égard des cotisations sociales. Dans des recettes fiscales représentant près de 35 % du PIB en 2016, la part des cotisations sociales était de 14 % du PIB (Graphique 15). La République tchèque se classe parmi les pays de l'OCDE où les cotisations sociales recouvrées sont les plus élevées. Dans le même temps, les recettes fiscales au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont faibles (Graphique 15, partie B). Les recettes de TVA sont supérieures à la moyenne de l'OCDE, mais les recettes au titre des biens et des services lui en sont plus proches, ce qui indique que la République tchèque prélève relativement moins de droits d'accise (taxes sur les carburants, taxes environnementales, par exemple).

### Graphique 15. Les recettes budgétaires publiques dépendent fortement des cotisations sociales

2016 ou dernière année disponible, % du PIB



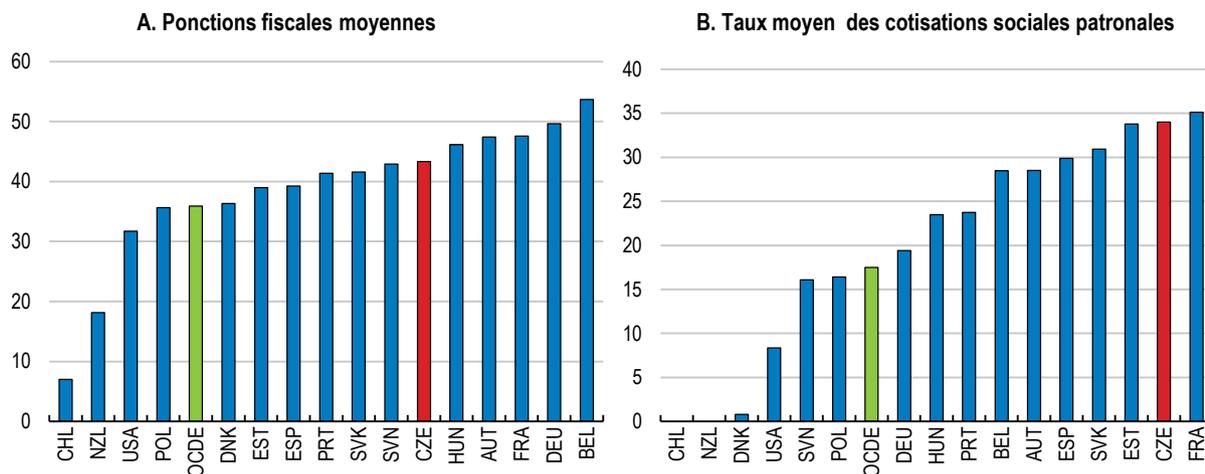
Source: OCDE (2017), Statistiques des recettes publiques (base de données).

Les déséquilibres dans la structure des recettes publiques contribuent au coût relativement élevé du travail. La ponction fiscale est la sixième plus élevée de la zone OCDE, et le taux moyen des cotisations sociales patronales est le deuxième plus élevé (Graphique 16). Jusqu'à présent, cette situation n'a pas été préjudiciable à la performance du marché du travail, en particulier l'emploi, uniquement parce que le salaire moyen est faible par rapport à d'autres pays de l'UE. De fait, l'avantage comparatif de la République tchèque tient au fait qu'elle a maintenu les salaires à un bas niveau pour attirer l'investissement étranger direct, en particulier dans les industries manufacturières.

Toutefois, les salaires continuant de converger vers les moyennes de l'OCDE et de l'UE et leur progression s'étant accélérée récemment, le niveau élevé des impôts auxquels ils sont assujettis pourrait devenir problématique. Pour maintenir la compétitivité des salaires, les pouvoirs publics devraient envisager de transférer une partie du financement de la protection sociale vers les taxes sur les biens et services ou vers les impôts sur tous les types de revenus (par exemple, les capitaux et les revenus de la propriété) et les taxes environnementales. Par exemple, au lieu de le ponctionner à l'aide des cotisations sociales, il est tout à fait possible de récupérer un point de pourcentage du PIB sur les recettes de TVA et/ou sur les taxes écologiques (Tableau 5). De même, les impôts indirects sont moins préjudiciables pour la croissance que les impôts sur les salaires.

**Graphique 16. La pression fiscale sur le travail pourrait être réduite**

2017, pourcentage



*Note:* La ponction fiscale est la somme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations sociales salariales et patronales ainsi que des impôts sur les salaires, déduction faite des transferts monétaires, exprimée en pourcentage des coûts du travail pour un célibataire gagnant le salaire moyen.

*Source:* OCDE (2018), « Impôts sur les salaires : tableaux comparatifs », Statistiques fiscales de l'OCDE (base de données).

**Tableau 5. Scénarios des taux de TVA applicables pour compenser la diminution des cotisations sociales**

Taux de TVA permettant de compenser une baisse d'un point de pourcentage du PIB des cotisations sociales recouvrées.

	Résultats effectifs	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Taux de base	21	25	24	25	21
Taux réduit	15	15	18	15	21
2 <sup>ème</sup> taux réduit	10	10	13	15	21

*Note* : Sur la base du PIB et des recettes de TVA recouvrées à différents taux en 2016. Ces simulations ne prennent pas en compte les changements de comportement suscités par les modifications du taux d'imposition.

*Source* : Calculs de l'OCDE.

**Tableau 6. Répercussions financières des recommandations budgétaires**

Recommandations budgétaires	Répercussions sur l'équilibre budgétaire
Transférer l'équivalent d'un point de pourcentage du PIB des cotisations sociales vers les impôts indirects et/ou les taxes environnementales.	Presque neutres
Continuer de développer l'offre de structures d'accueil des enfants d'un prix abordable, en réorientant des fonds utilisés pour les prestations familiales.	Prélever 0.8 point de pourcentage du PIB sur les 3.3 % du PIB consacrés aux dépenses de prestations familiales.
Favoriser une plus grande participation au marché du travail des personnes inactives grâce à des formations spéciales et à la formation professionnelle.	+0.7 % du PIB
Relier l'âge de la retraite à l'espérance de vie.	-0.2 point de pourcentage du PIB en 2030 et - 0.7 point en 2040

*Source* : OCDE.

Les impôts sur les travailleurs indépendants restent inférieurs à ceux prélevés sur les salariés, ce qui crée des niches dans le régime fiscal. Du fait des incitations créées par ce régime, il y a en République tchèque un grand nombre de travailleurs indépendants par rapport à ce qui est observé dans les pays de l'OCDE. La base de calcul des cotisations sociales est fixée à 50 % des bénéficiaires, abaissant dans les faits l'ensemble des cotisations des travailleurs indépendants par rapport à celles des salariés. Toutefois, les récentes réformes de la fiscalité des travailleurs indépendants, associées au grand nombre de créations d'emploi et à la forte croissance des salaires, pourraient avoir contribué à une légère baisse du nombre de ces travailleurs. Certains d'entre eux se sont tournés vers des sociétés à responsabilité limitée ou sont devenus des travailleurs indépendants secondaires (c'est-à-dire que leur activité commerciale n'est pas la principale source de leur revenu et qu'ils disposent d'autres sources de revenu). De fait, le montant forfaitaire des dépenses déductibles a déjà été limité ces dernières années. Le plafond a encore été réduit depuis janvier 2018. Toutefois, pour les travailleurs indépendants ayant des recettes inférieures ou égales à 1 million CZK (soit environ 40 000 euros), le régime fiscal demeure avantageux.

La diminution de la base de calcul des cotisations sociales pour les travailleurs indépendants a des conséquences directes sur la contribution de ces travailleurs aux systèmes de santé et de retraite ainsi que sur les prestations qu'ils reçoivent. Si les prestations dont ils bénéficient dans le système de santé sont les mêmes que celles fournies aux salariés, leurs pensions sont en moyenne inférieures d'environ 13 % (Šatava, 2017<sub>[10]</sub>). Le risque de tomber au-dessous du seuil de pauvreté est plus élevé pour les travailleurs indépendants retraités, ce qui devrait alourdir la charge que feront peser sur les finances publiques les futurs transferts sociaux.

Le cadre actuel incite les travailleurs indépendants à sous-déclarer leurs revenus. Par exemple, leurs cotisations santé sont égales au niveau minimal de cotisation ou, à 13.5 % de la moitié de leurs bénéfices si ce montant est supérieur. Pour ceux dont les revenus déclarés entraîne une cotisation supérieure au niveau minimal, le taux marginal d'imposition effectif passe de 0 à 6.75 %. Par conséquent, les travailleurs indépendants sont incités à déclarer un revenu leur permettant de rester au niveau minimal de cotisation, ce que font environ 90 % d'entre eux. Différentes options pourraient être envisagées pour accroître leurs cotisations :

- Les pouvoirs publics pourraient envisager d'accroître progressivement la base de calcul des cotisations de santé pour les travailleurs indépendants, ou le niveau minimal de cotisation.
- Outre l'augmentation du niveau minimal de cotisation, les travailleurs indépendants pourraient acquitter un taux de cotisation plus faible sur les revenus supérieurs au seuil fixé. Cette formule n'améliorerait pas les prestations qu'ils reçoivent du système de santé, mais elle pourrait, à titre incitatif, accroître leurs pensions futures.

### Encadré 1. Simulations de l'incidence potentielle des réformes structurelles

Des simulations fondées sur les liens historiques entre les réformes et la croissance dans les pays de l'OCDE permettent de mesurer l'impact des réformes structurelles recommandées dans cette Étude (tableau 1). Les estimations partent de l'hypothèse d'une mise en œuvre rapide et intégrale des réformes. Parmi les réformes figurent une réduction des cotisations sociales, une augmentation des dépenses de formation et d'autres mesures pour accroître l'offre de travail, notamment la garde des enfants. Pour des raisons de différences méthodologiques, les résultats présentés au tableau 7 ne sont pas totalement comparables aux résultats présentés au tableau 6.

**Tableau 7. Impact potentiel des réformes structurelles sur le PIB par habitant après 10 ans**

Politique structurelle	Changement de politique		Effet total sur le PIB par habitant
	2018	Après la réforme	
<b>Politique budgétaire</b>			
A. Réduction des cotisations sociales	34 %	31 %	1.3%
<b>Politiques du marché du travail</b>			
B. Accroissement des dépenses au titre de l'activation et de la formation (2)	7 %	14 %	0.8%
C. Augmentation des prestations familiales en nature	0.7 %	1.0 %	2.1 %
D. Augmentation des prestations familiales en nature (3)	0.7	1.5	5.6 %
<b>Total</b>			
<b>A+B+C</b>			4.2 %
<b>A+B+C</b>			7.7 %

1. On trouvera les mesures détaillées dans le tableau 2.
2. Pourcentage du PIB par habitant
3. Points de pourcentage

Source : Calculs de l'OCDE sur la base de Balázs et Gal (2016), « The quantification of structural reforms in OECD countries: a New Framework », OECD Journal : Revue économique, Vol. 2016/1 et Balázs (2017)), « The quantification of structural reforms: taking stock of the results for OECD and non-OECD countries », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, à paraître.

**Tableau 8. Type de réformes retenues pour les simulations de la réforme structurelle**

Politique structurelle	Modifications de la politique structurelle
<b>Politique budgétaire</b>	
Réduction des cotisations sociales	Réduction des cotisations sociales qui servent à financer les pensions, les soins de santé et les allocations de chômage, qui passeraient de 34 % à 31 % des salaires bruts
<b>Politiques du marché du travail</b>	
Augmentation des dépenses consacrées à la formation professionnelle et l'activation.	Accroissement des dépenses par chômeur en pourcentage du PIB par habitant.
Augmentation des prestations familiales en nature	Augmentation des prestations familiales en nature, comme les services d'accueil des enfants, qui passeraient de 0.7 % à 1 % ou 1.5 % du PIB, en réorientant des fonds utilisés pour les transferts monétaires au bénéfice des familles.

**Bien-être : relever les défis à long terme**

### *Partager les gains de croissance et la convergence*

Comme on l'a vu précédemment, le PIB par habitant converge vers la moyenne de l'OCDE (Graphique 1). La convergence en termes de revenu des ménages reste néanmoins à la traîne (Graphique 17). La rémunération des employés représente en effet 41 % du PIB, contre 45 % dans les économies les plus avancées et 51 % en Allemagne (Graphique 17, partie C). De plus, la part des salaires et des traitements en valeur ajoutée n'est que de 34 %, alors qu'elle atteint 42 % en Espagne et aux Pays-Bas, et 46 % en Allemagne (Graphique 17, partie D).

La faiblesse de la part du travail tient en partie à l'écart entre le PIB par habitant et le revenu national brut, qui est l'un des plus élevés de ceux des pays de l'OCDE (Graphique 17, partie B). Cette situation est due aux importantes sorties de bénéfices en lien avec des investissements directs étrangers qui ont bénéficié à l'économie et à l'insertion de cette dernière dans les chaînes de valeur mondiales et régionales. Mais cela montre aussi qu'il est possible d'améliorer le partage de la valeur ajoutée pour favoriser une convergence accrue vers les normes de l'OCDE.

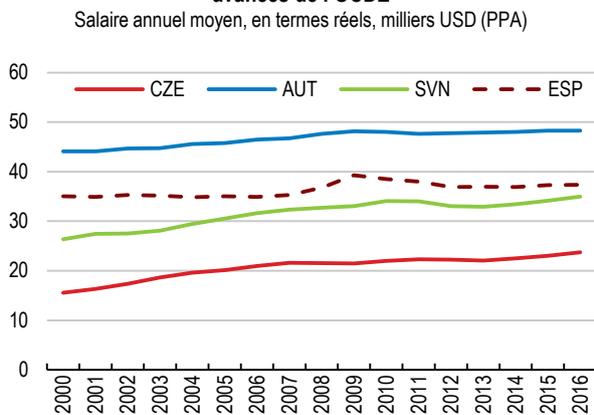
Le faible niveau de la productivité du travail explique les écarts de niveau de salaire par rapport aux économies avancées de l'OCDE, ce qui ménage, toutefois, une possibilité d'augmenter les salaires sans nuire à la compétitivité des entreprises (Graphique 18). Ces 20 dernières années, la faiblesse des coûts de main-d'œuvre a contribué à des entrées d'IDE élevées, qui ont été déterminantes pour l'intégration de la République tchèque dans les réseaux de production européens (Pavlinek and Ženka, 2015<sub>[11]</sub>). L'évolution récente des salaires est la bienvenue, mais les hausses ultérieures devraient être soutenues par une croissance correspondante de la productivité du travail. Pour stimuler la productivité et jeter les bases d'une croissance durable des salaires, l'économie devrait tirer un meilleur parti de son intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) et progresser dans la chaîne de valeur vers des activités à forte intensité de savoir et de technologie (voir Encadré 2).

En République tchèque, la montée en gamme des produits et des processus domine (Antal, De Castro and Vlčková, 2015<sub>[12]</sub>; Pavlinek and Zenka, 2011<sub>[13]</sub>). Pour parvenir à une montée en gamme économique, l'économie tchèque doit délaissier des activités peu qualifiées pour d'autres plus qualifiées (voir, par exemple, Barrientos, Gereffi et Rossi (2011<sub>[14]</sub>)), en augmentant la valeur ajoutée créée et en améliorant la position des entreprises dans les CVM (Humphrey and Schmitz, 2002<sub>[15]</sub>). Pour faciliter la montée en gamme des fonctions et des chaînes, il convient de renforcer les capacités d'innovation et de constituer un capital intellectuel très varié, et notamment un excellent savoir-faire managérial, de manière à identifier de nouveaux produits rentables (OECD, 2013<sub>[16]</sub>; OECD, 2016<sub>[11]</sub>). Il est également crucial de doter les travailleurs des compétences appropriées – grâce à l'éducation et à la formation tout au long de la vie.

Les gains découlant de la montée en gamme économique pourraient englober les retombées dans l'économie locale au-delà des entreprises participant aux CVM. Les entreprises locales peuvent, par exemple, accroître leur productivité en adoptant des technologies avancées ou de bonnes pratiques organisationnelles et managériales, même lorsqu'elles ne participent pas aux CVM (Saia, Andrews and Albrizio, 2015<sub>[17]</sub>). Pour que les entreprises locales puissent bénéficier de la diffusion des connaissances et de l'adaptation technologique, la main-d'œuvre doit posséder les compétences voulues (OECD, 2017<sub>[18]</sub>; Morrison, Pietrobelli and Rabellotti, 2008<sub>[19]</sub>; OECD, 2015<sub>[20]</sub>). Ces mesures pourraient favoriser une croissance plus inclusive.

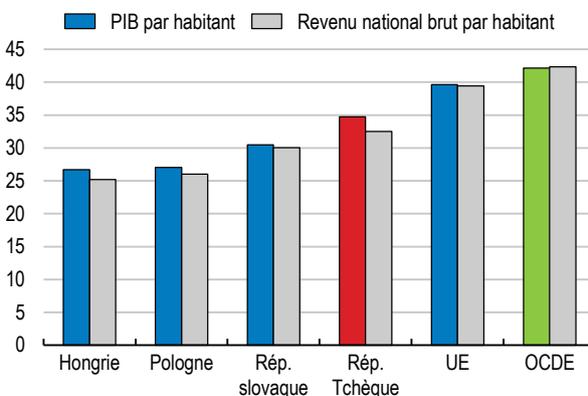
### Graphique 17. Le niveau des salaires tchèques ne converge pas vers les normes de l'OCDE

#### A. Le niveau des salaires tchèques est faible par rapport aux pays avancés de l'OCDE

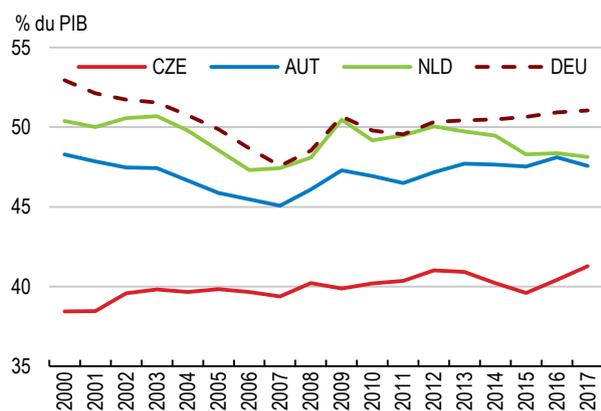


#### B. PIB et revenu national brut

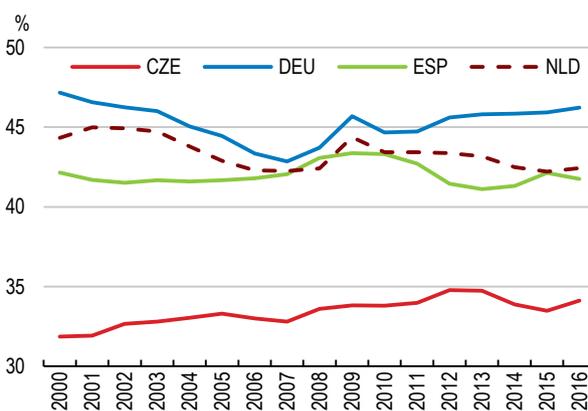
Milliers USD (PPA) par habitant, 2016



#### C. Rémunération des employés



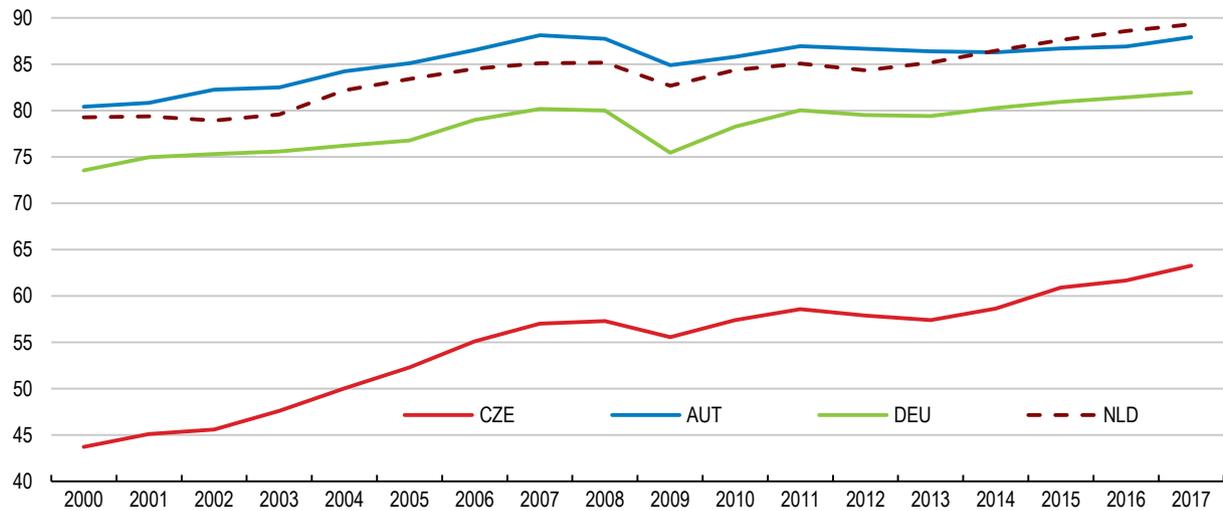
#### D. Part des salaires et des traitements en valeur ajoutée brute



Source: OCDE (2018), base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; et base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux.

**Graphique 18. L'écart entre le niveau de productivité tchèque et celui des économies avancées reste important**

PIB réel par personne employée, milliers USD (PPA)



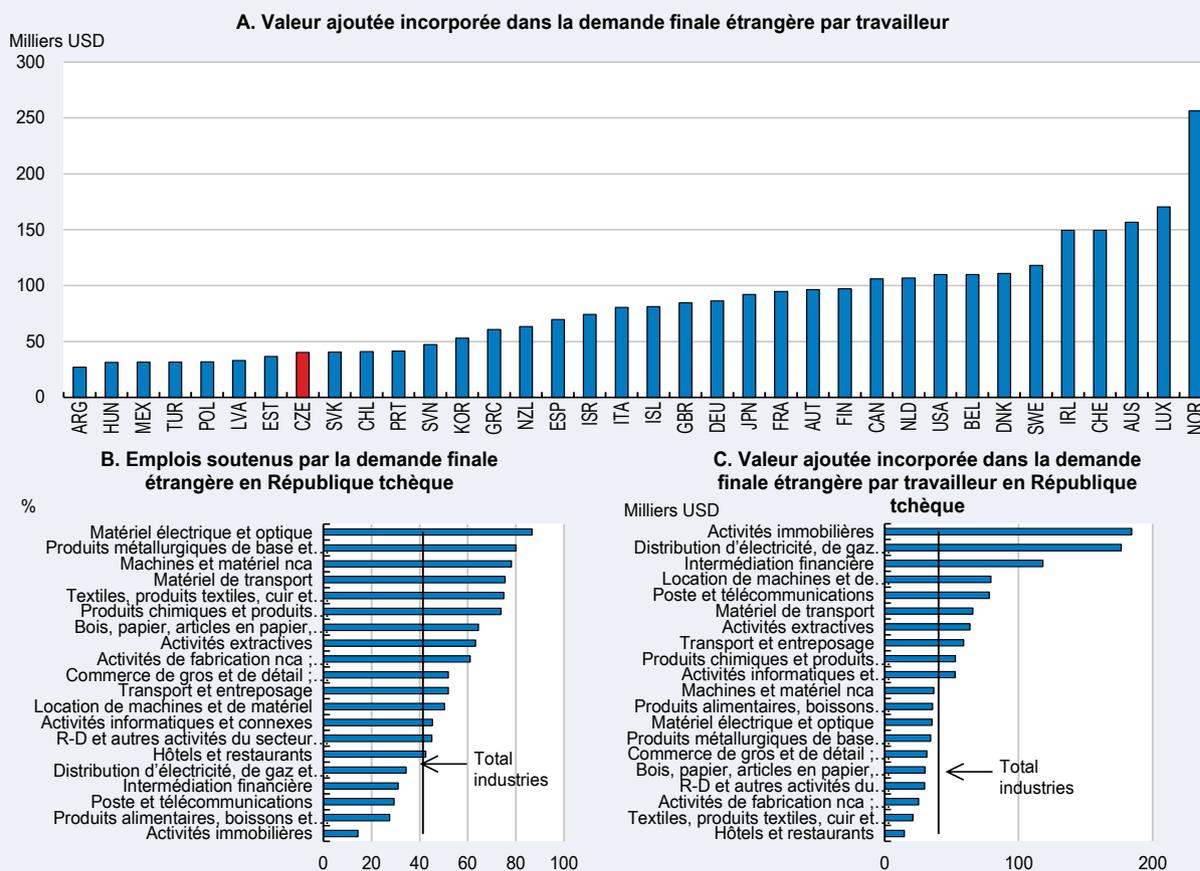
Source: OCDE (2018), Base de données de l'OCDE sur la productivité.

### Encadré 2. La montée en gamme économique via l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM)

La proximité géographique des marchés d'Europe occidentale et des coûts de main-d'œuvre nettement inférieurs, une base de fournisseurs bien développée et des économies d'agglomération croissantes ont contribué à une forte intégration dans les CVM au cours des 20 dernières années (Pavlínek, 2015<sub>[21]</sub>). Plus de 40 % de l'ensemble des emplois sont générés par la participation aux CVM (Graphique 19, partie B). Dans certaines industries manufacturières – comme le secteur électrique et l'optique, les machines, le matériel de transport ou les textiles – la participation aux CVM soutient plus de 75 % des emplois. En dépit d'une forte intégration dans les CVM, la valeur ajoutée résultant de cette participation est faible et la plupart des emplois se situent dans des secteurs à moindre intensité de savoir (comme le montage en série dans l'industrie automobile). Ainsi, dans les industries où une part importante des emplois est soutenue par la participation aux CVM, la valeur ajoutée par travailleur est relativement faible.

#### Graphique 19. Les gains découlant de la participation aux CVM sont modérés

2016 ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles



Source: OCDE (2018), base de données STAN de l'OCDE et base de données ÉVA de l'OCDE.

Le montant de la valeur créée a un impact direct sur l'économie en termes d'emploi, de revenus et aussi de croissance économique. La valeur ajoutée varie au fil des différents stades du processus de production, et elle est essentiellement générée pendant les phases initiales ou finales. Le processus de fabrication est généralement celui qui crée le moins de valeur ajoutée pour le produit.

Plusieurs méthodes permettent de dégager de la participation aux CVM une valeur ajoutée plus importante. Humphrey et Schmitz (2002<sup>[15]</sup>) distinguent quatre types de montée en gamme, qui ont été décrits dans de multiples études de cas (OECD, 2013<sup>[22]</sup>) :

- montée en gamme des processus : entreprendre des tâches avec une efficacité nettement supérieure et des taux d'échec sensiblement inférieurs, et traiter des ordres plus complexes ;
- montée en gamme des produits : fournir des produits à plus forte valeur ajoutée grâce à des technologies de pointe et à des niveaux de qualité supérieurs, et introduire de nouveaux produits plus rapidement ;
- montée en gamme des fonctions : commencer à fournir des produits ou services compétitifs dans des activités d'une CVM qui sont associées à une valeur ajoutée supérieure ;
- montée en gamme des chaînes : participer à de nouvelles CVM qui produisent des produits ou services à plus forte valeur ajoutée, souvent en exploitant les connaissances et compétences acquises grâce à la participation actuelle à des CVM.

Source : Basé sur OECD (2017<sup>[23]</sup>), Employment Outlook 2017 ; OECD (2017<sup>[18]</sup>) Skills Outlook 2017: Skills and Global Value Chains.

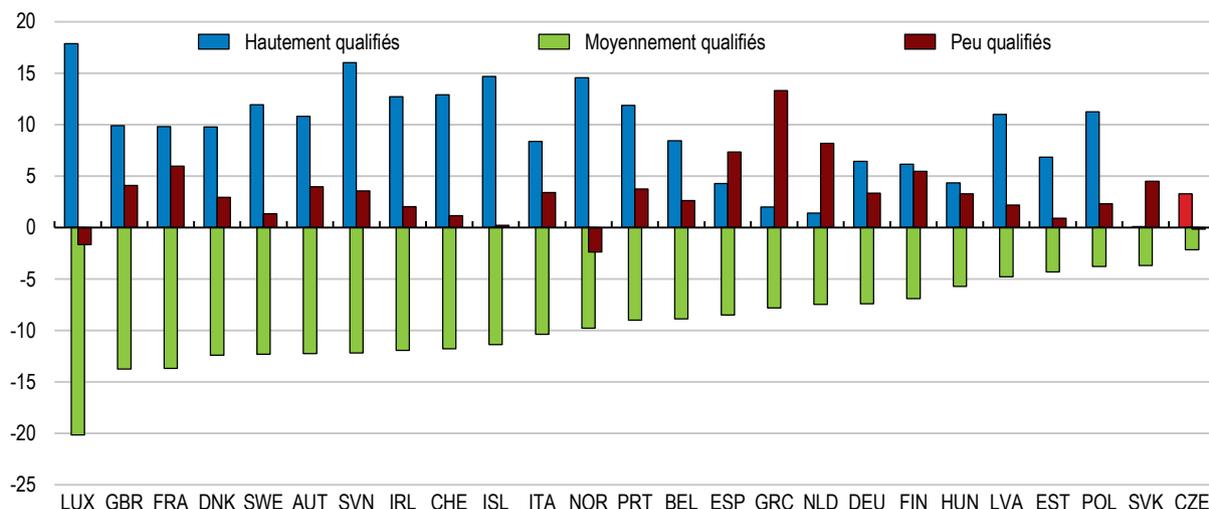
### *Relever les défis du marché du travail*

#### *Les changements structurels intervenant sur le marché du travail requièrent un ajustement des compétences*

Le marché du travail tchèque évolue vers des emplois plus qualifiés. Depuis que le pays s'est éloigné de la planification centrale, le secteur des services s'est développé et l'industrie manufacturière est devenue étroitement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, ce qui modifie de plus en plus l'éventail des compétences nécessaires sur le marché du travail (OECD, 2014<sup>[24]</sup>). De 1997 à 2017, l'emploi s'est déplacé des postes moyennement qualifiés vers des fonctions hautement qualifiées (Graphique 20). Sur cette période, l'adoption de technologies mesurée par le niveau de services en capital de TIC par heure travaillée a progressé de 300 % environ (OECD, 2017<sup>[18]</sup>). Le développement de l'informatisation et de l'automatisation ont conduit à une évolution des profils de poste, ainsi qu'à une perte d'emplois répétitifs ne nécessitant pas de compétences cognitives sous l'effet de l'automatisation.

### Graphique 20. L'emploi sur le marché du travail est passé de moyennement qualifié à hautement et peu qualifié

Variation, en points, de la part dans l'emploi total, 1997 à 2017



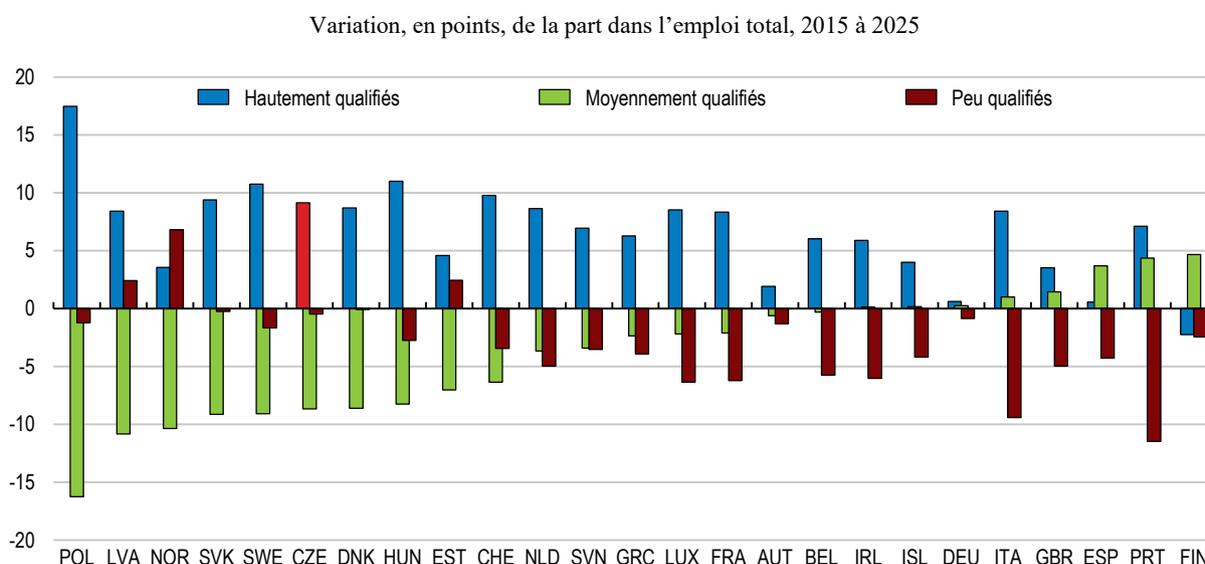
*Note:* Les professions très qualifiées comprennent les emplois classés dans les grands groupes 1, 2 et 3 de la CITP-88, autrement dit : Membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise (groupe 1), Professions intellectuelles et scientifiques (groupe 2), et Professions intermédiaires (groupe 3). Les professions moyennement qualifiées comprennent les emplois classés dans les grands groupes 4, 7, et 8, à savoir : Employés de type administratif (groupe 4), Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal (groupe 7), et Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage (groupe 8). Les professions peu qualifiées comprennent les emplois classés dans les grands groupes 5 et 9 : Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché (groupe 5), et Ouvriers et employés non qualifiés (groupe 9). Comme l'agriculture, la pêche et les industries extractives n'ont pas été intégrées à l'analyse, les professions du groupe 6 (Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche) de la CITP-88 en ont également été exclues. Le Graphique ci-dessus comprend 15 des 18 secteurs répertoriés. En sont exclus les secteurs suivants : Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (1), Industries extractives (2), et Services collectifs, sociaux et personnels (18). Les données pour 1997 n'étant pas disponibles dans certains pays, une autre année marque le début de la période considérée pour ces derniers, soit 1998 pour la Lettonie et la République slovaque.

*Source:* Eurostat.

Les secteurs comme l'industrie manufacturière, les technologies de l'information et les services aux entreprises poursuivront leur développement, en créant de nouveaux emplois. Les prévisions du Cedefop en matière d'emplois (Graphique 21) donnent à penser que la demande de travailleurs hautement qualifiés s'inscrira en hausse, tandis que celle des emplois peu ou moyennement qualifiés accusera un repli. Des résultats similaires ont été obtenus par Antal et al. (2015<sub>[12]</sub>), qui ont montré que les emplois peu qualifiés étaient les plus exposés. Ils constatent en revanche une augmentation de la demande de travailleurs hautement qualifiés, en particulier ceux qui ont suivi une formation technique. Procurer aux travailleurs les compétences et la formation requises pour s'adapter à un environnement en mutation permettra aussi d'accroître la résilience face à l'automatisation. Selon les estimations, 10 % environ des emplois risquent fortement d'être automatisés d'ici 10 à 20 ans, et 36 % subiront vraisemblablement de profonds changements (Arntz, Gregory and Zierahn, 2016<sub>[25]</sub>).

Préparer le marché du travail à l'évolution technologique figure parmi les priorités des responsables politiques. Des aides substantielles sont actuellement consacrées au développement des compétences numériques, ainsi qu'à la préparation de l'économie et de la société à la prochaine révolution industrielle. Une politique clé de la stratégie Industrie 4.0 vise à améliorer les infrastructures de données et d'informations pour faciliter la diffusion des connaissances et l'adoption des nouvelles technologies. Cela devrait permettre d'accroître la compétitivité grâce à une fabrication plus efficace, c'est-à-dire une production plus rapide, moins coûteuse et économe en ressources, et de renforcer la capacité des entreprises tchèques de participer aux CVM (European Commission, 2017<sub>[26]</sub>). La mise en œuvre de la stratégie Industrie 4.0 devrait être accélérée et une stratégie de financement des projets concernés doit être élaborée. De plus, des mesures de nature à stimuler la productivité et l'innovation, telles que celles mises en lumière dans la dernière étude (OECD, 2016<sub>[11]</sub>), doivent suivre.

**Graphique 21. L'évolution vers des emplois hautement qualifiés devrait se poursuivre**



*Note:* Les professions très qualifiées comprennent les emplois classés dans les grands groupes 1, 2 et 3 de la CITP-88, autrement dit : Membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise (groupe 1), Professions intellectuelles et scientifiques (groupe 2), et Professions intermédiaires (groupe 3). Les professions moyennement qualifiées comprennent les emplois classés dans les grands groupes 4, 7, et 8, à savoir : Employés de type administratif (groupe 4), Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal (groupe 7), et Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage (groupe 8). Les professions peu qualifiées comprennent les emplois classés dans les grands groupes 5 et 9 : Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché (groupe 5), et Ouvriers et employés non qualifiés (groupe 9). Comme l'agriculture, la pêche et les industries extractives n'ont pas été intégrées à l'analyse, les professions du groupe 6 (Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche) de la CITP-88 en ont également été exclues. Le Graphique ci-dessus comprend 15 des 18 secteurs répertoriés. En sont exclus les secteurs suivants : Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (1), Industries extractives (2), et Services collectifs, sociaux et personnels (18). Les données pour 1996 n'étant pas disponibles dans certains pays, une autre année marque le début de la période considérée pour ces derniers : 1997 pour la Finlande, la République tchèque et la Suède et 1998 pour la République slovaque.

*Source:* European Centre for the Development of Vocational Training (Cedefop) (2017), Forecasting skill demand and supply, <http://www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/projects/forecasting-skill-demand-and-supply/>.

*Identifier les besoins en compétences et préparer la main-d'œuvre à l'avenir*

La comparaison du nombre de travailleurs diplômés dans un domaine et de celui des emplois existant dans ce domaine fait ressortir un manque de diplômés dans plusieurs filières, à savoir les mathématiques, les sciences et la statistique, la santé et le social, mais aussi des services comme la finance et l'assurance (Montt, 2015<sup>[27]</sup>). Les développements récents portent à croire que le stock de compétences de la main-d'œuvre pourrait ne pas être suffisant pour faire face aux pénuries qui apparaissent dans certains secteurs, comme la santé et les technologies de l'information (European Centre for the Development of Vocational Training, 2017<sup>[28]</sup>). Bien que la part de la population ayant fait des études supérieures ait grimpé de 23 % en 2010 à 33 % en 2016, les étudiants n'obtiennent pas de diplôme dans les branches qui sont très demandées par les entreprises. Ainsi, en 2015, 4 % seulement des diplômés de l'enseignement supérieur avaient étudié les technologies de l'information et des télécommunications, et 10 % la santé et la protection sociale (OECD, 2017<sup>[29]</sup>). De plus, cette tendance devrait se maintenir, car la proportion des étudiants du supérieur actuellement inscrits dans les filières des technologies de l'information ou de la santé n'indique pas d'évolution notable à court ou moyen terme. En 2015, 5 % des étudiants environ se formaient aux TIC et 12 % aux soins de santé (OECD, 2017<sup>[29]</sup>).

Pour orienter les choix de carrière et évaluer le déficit de qualifications potentiel, la République tchèque a l'intention d'établir des prévisions relatives au marché du travail en mettant l'accent sur les besoins de compétences émergents, dans le cadre du projet KOMPAS. Fournir des informations, des avis et des orientations efficaces, actualisés et personnalisés est un élément déterminant de l'élaboration des stratégies destinées à remédier aux pénuries qui se font jour. Associée à une éducation et à une formation initiales de qualité, cette évaluation représente une base pour définir des incitations afin que tout un chacun investisse dans les compétences les plus recherchées, et pour rehausser les capacités d'instruction des établissements concernés de façon à combler le déficit de qualifications à long terme (OECD, 2017<sup>[30]</sup>). De telles initiatives devraient continuer d'être intégrées dans un cadre durable et pourraient être directement liées aux politiques actives du marché du travail et aux formations.

Les stratégies à long terme doivent être complétées par des solutions à court et moyen termes axées sur l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre existante. Puisqu'il faut du temps pour modifier la composition des qualifications de la main-d'œuvre grâce à de nouveaux entrants, la main-d'œuvre actuelle devrait se voir offrir des possibilités de formation appropriées afin de s'adapter aux nouvelles demandes de compétences. La formation professionnelle devrait être développée plus avant de manière à contribuer sensiblement à résoudre l'inadéquation des qualifications grâce à l'implication des employeurs, en vue de doter les travailleurs des compétences voulues. Le soutien à la formation professionnelle prend la forme de projets visant à accroître les qualifications professionnelles des employés, comme « Soutenir la formation professionnelle des employés II » (POVEZ II) ou « Éducation et compétences pour le marché du travail II » (VDPT II). Le recyclage devrait englober des solutions adaptées à toutes les compétences et fondées sur des dispositifs modernes d'apprentissage tout au long de la vie qui aident les travailleurs à modifier et à mettre à jour leurs compétences durant toute leur carrière. En particulier, des programmes spécifiques devraient être conçus pour les travailleurs âgés, de telle sorte qu'ils soient armés pour s'adapter et participer à une économie en mutation.

L'évolution de la structure des professions suscitée par la numérisation et l'automatisation requiert un cadre d'action global de façon à contenir le risque de creusement des inégalités. Le système de sécurité sociale doit s'adapter à de nouvelles formes d'emploi et garantir

une couverture adéquate aux travailleurs pourvus de contrats de travail sortant de l'ordinaire (OECD, 2017<sub>[30]</sub>). Ainsi, il conviendrait de lier les droits non pas à la carrière, mais à la personne, ce qui permettrait une plus grande mobilité de la main-d'œuvre. En outre, les nouvelles formes d'activité qui entrent difficilement dans la définition standard de l'emploi doivent être prises en compte par le système fiscal et exigent des solutions en ce qui concerne le salaire minimum, la législation sur la protection de l'emploi, la réglementation du temps de travail et la réglementation visant à préserver la santé et la sécurité sur le lieu de travail (OECD, 2017<sub>[30]</sub>). De ce fait, les politiques relatives au marché du travail et aux qualifications, ainsi que les systèmes de prélèvements et de prestations devront être aménagés pour promouvoir l'adaptation des compétences et la mobilité de la main-d'œuvre. Dans le même temps, il faut s'assurer que même les emplois peu rémunérateurs procurent un revenu suffisant pour échapper à la pauvreté.

### *Mobiliser la main d'œuvre intérieure*

Pour préserver la croissance économique, toutes les sources potentielles d'offre de main-d'œuvre doivent être mobilisées. La pénurie croissante observée sur le marché du travail a déjà conduit à un resserrement de l'écart de taux d'emploi pour les catégories traditionnellement désavantagées, comme les jeunes (de 15 à 29 ans), les immigrés, les travailleurs âgés, les handicapés et les mères de jeunes enfants (OECD, 2017<sub>[23]</sub>). En dépit de ces légères améliorations, de nouvelles avancées doivent être réalisées, car le marché du travail se prive de talents (Tableau 9). La participation des inactifs au marché du travail pourrait être favorisée par des formations et des programmes d'adaptation spécifiques.

Bien que le taux d'activité des femmes tchèques soit élevé, les compétences dont elles disposent ne sont pas pleinement utilisées sur le marché du travail. Les femmes investissent de plus en plus dans leur éducation et ces toutes dernières années, elles ont été plus nombreuses que les hommes à obtenir un diplôme dans l'enseignement supérieur (en 2015, 63 % des titulaires d'un premier diplôme étaient des femmes). Si les hommes sont généralement surreprésentés dans la plupart des disciplines STIM, les femmes diplômées sont majoritaires dans les mathématiques et les sciences naturelles (59.6 %) ainsi que dans la santé et le social (83.5 %). Bien que très recherchées, ces compétences ne sont pas disponibles sur le marché du travail, car une femme sur trois parmi celles qui étaient âgées de 25 à 34 ans et titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans une filière STIM a déclaré être inactive en 2016 (OECD, 2018<sub>[31]</sub>). Dans la tranche d'âge des 35-44 ans, elles étaient encore 15 %. À l'inverse, moins de 7 % des hommes diplômés dans un domaine STIM ont déclaré être inactifs pour ces deux tranches d'âge cumulées.

En dépit des efforts récents, concilier carrière et choix familiaux demeure un problème pour les femmes en République tchèque. Comme l'ont déjà souligné les études précédentes (OECD, 2016<sub>[1]</sub>; OECD, 2014<sub>[24]</sub>), le taux d'activité des femmes tend à chuter avec la maternité, ce qui contribue aux inégalités hommes-femmes dans la suite de leur vie professionnelle. Si le taux d'emploi des hommes et celui des femmes sans enfants ne diffèrent que légèrement, le taux d'activité des femmes s'affaïsse dès lors qu'elles ont des enfants (Eurostat, 2017<sub>[32]</sub>). L'écart de taux d'emploi entre les femmes de 25 à 49 ans sans enfants et celles ayant des enfants de moins de 6 ans était supérieur à 40 points en 2016 (voir Graphique 22). La République tchèque se classe ainsi parmi les trois pays de l'UE (aux côtés de la Slovaquie et de la Hongrie) où les conséquences de la maternité sur l'emploi des femmes sont les plus lourdes. L'interruption de l'activité professionnelle des mères de famille conduit ensuite à des disparités hommes-femmes dans le taux d'emploi global, et à un salaire moyen plus bas.

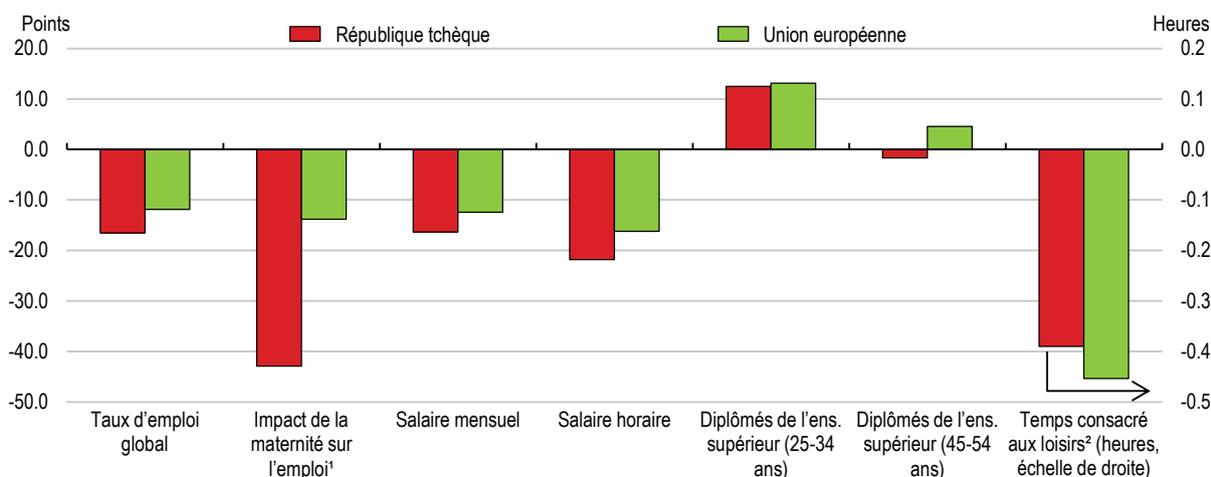
L'interruption prolongée de l'activité des jeunes mères de famille est due en partie aux règles du congé parental, qui ne les incitent pas à reprendre le travail. Les dépenses au titre du congé maternité et du congé parental sont les plus élevées parmi les pays de l'OCDE, signe que la politique publique privilégie la garde à domicile par rapport aux services d'accueil formels. La République tchèque offre jusqu'à 216 semaines de congé maternité et parental, ce qui est nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE, qui s'élève à environ 85 semaines (19.1 semaines de congé maternité et 65.7 semaines de congé parental en 2016) (OECD, 2018<sub>[39]</sub>). En outre, le montant total de l'allocation parentale peut être perçu sur six mois de congé parental. Par ailleurs, le taux de recours à ce type de congés est l'un des plus élevés dans l'UE. Si le congé parental peut être partagé entre les parents, ce sont généralement les mères qui y ont principalement recours. En 2015, seuls 2 % des hommes environ prenaient un congé parental sous une forme ou une autre (OECD, 2016<sub>[33]</sub>). De plus, à compter de 2018, le gouvernement augmente les dépenses en faveur des familles à hauteur de 5 milliards CZK afin d'introduire un congé paternité et de relever les prestations sociales. Comme indiqué dans la dernière étude, à condition que des services d'accueil abordables et de qualité se développent, la durée maximum du congé parental devrait être diminuée comme prévu. Les pères devraient être encouragés à prendre une partie du congé parental. Les structures d'accueil pour les enfants devraient être développées plus avant en ramenant les sommes consacrées aux prestations familiales au niveau de la moyenne de l'OCDE.

La longueur des congés maternité est aussi due à un manque de services d'accueil des jeunes enfants qui soient accessibles et abordables. En 2014, seuls 5.6 % des enfants âgés de deux ans au plus étaient inscrits auprès de services formels de garde d'enfants ou dans des structures préscolaires. En l'état, ce taux est nettement inférieur à la moyenne des pays de l'UE (31 %) ou de l'OCDE-28 (34 %) (OECD, 2016<sub>[34]</sub>). Les droits à l'allocation parentale courant au plus jusqu'au quatrième anniversaire de l'enfant, le taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans dans l'enseignement préprimaire et primaire est nettement plus élevé, soit aux alentours de 80 %. Toutefois, le taux de participation des enfants âgés de 3 ans (68 %) est sensiblement inférieur à celui des enfants âgés de 5 ans (89 %), ce qui témoigne d'une pénurie de structures d'accueil. Par conséquent, sur les quelque 20 % de répondants dont les besoins en services d'accueil n'ont pas pu être satisfaits, environ 28.5 % ont indiqué comme raison principale qu'aucune place n'était disponible dans une telle structure ou que les heures d'ouverture étaient inadéquates (Eurostat, 2018<sub>[42]</sub>).

Le gouvernement tchèque a introduit de nouvelles mesures pour élargir l'accès aux structures d'accueil. Suite à une modification de la Loi sur l'éducation de 2016, un agrandissement des jardins d'enfants publics a été entrepris, les enfants de plus de 4 ans étant ainsi assurés d'avoir une place depuis septembre 2017. À partir de 2018, une place sera garantie à tous les enfants de plus de 3 ans et à compter de 2020, à tous ceux qui ont plus de 2 ans. Les entreprises sont aussi incitées à mettre en place des structures d'accueil collectif pour les enfants de leurs salariés. En 2017, les entreprises et les ONG, entre autres, proposaient 431 structures de ce type, qui accueillaient 5 530 enfants (ministère du Travail et des Affaires sociales). Ces évolutions sont conformes aux recommandations antérieures concernant le développement des services d'accueil, et devraient être poursuivies.

**Graphique 22. Les disparités hommes-femmes sur le marché du travail sont importantes**

Écart, en points, pour différentes composantes de la situation des femmes et des hommes, sauf indication



1. Écart de taux d'emploi entre les femmes de 20 à 49 ayant des enfants de moins de six ans et les femmes sans enfants.

2. Nombre d'heures consacrées chaque jour, en moyenne, par les employés à temps plein aux loisirs et à eux-mêmes. C'est l'une des composantes de l'aspect « équilibre travail-vie privée » de l'indicateur de l'OCDE du vivre mieux 2017.

Source: OCDE (2018), base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active ; Eurostat ; base de données de l'OCDE sur les salaires, OCDE (2018), base de données de Regards sur l'éducation de l'OCDE ; et OCDE (2017), Indicateur du vivre mieux 2017.

Les naissances et les congés maternité prolongés pèsent sur les perspectives de carrière des femmes. Le taux de chômage des mères de famille est deux fois plus élevé que celui des femmes sans enfants. Il semble particulièrement difficile de revenir sur le marché du travail après un congé parental. Quelque 60 % des femmes sans emploi ayant des enfants de moins de 6 ans se retrouvent au chômage juste après leur congé parental. Le retour au travail est en partie entravé par l'absence de flexibilité de l'organisation du travail. En 2016, seules 9.8 % des femmes de 20 à 64 ans en activité travaillaient à temps partiel, la plupart d'entre elles ayant des enfants de moins de 6 ans. La moyenne de l'UE des femmes travaillant à temps partiel était nettement supérieure, soit 31.4 % (Eurostat, 2018<sub>[35]</sub>). Accroître la flexibilité de l'emploi en accordant de nouveaux droits et en faisant respecter ceux qui existent en matière de travail à temps partiel, de souplesse du télétravail et de partage de poste peut favoriser le retour des femmes qualifiées sur le marché du travail.

*Attirer une main-d'œuvre qualifiée et intégrer les travailleurs immigrés*

Pour compenser la pénurie de main-d'œuvre dans une société vieillissante, certaines politiques permettraient d'attirer une main-d'œuvre qualifiée en République tchèque. Néanmoins, le fait d'attirer des travailleurs étrangers extérieurs à l'UE se heurte à de nombreuses difficultés, comme la barrière de la langue et les politiques migratoires en vigueur. En 2015, la plupart des nouveaux arrivants étaient originaires d'Europe de l'Est, c'est-à-dire de République slovaque, d'Ukraine et de Russie. En novembre 2015, une procédure migratoire spécifique a été introduite pour les travailleurs hautement qualifiés venant d'Ukraine. Ce projet, intitulé « Procédures spéciales pour les travailleurs hautement qualifiés originaires d'Ukraine », a accordé aux participants un accès prioritaire aux

ambassades pour les demandes de carte d'employé. En août 2016, un projet similaire, le « Traitement spécial pour les travailleurs qualifiés originaires d'Ukraine », a été lancé, avec une capacité de 3 800 travailleurs spécialisés par an. Ce projet ayant suscité un vif intérêt et une forte participation, cette capacité a été revue à la hausse en février 2017 et en janvier 2018. En outre, de nouveaux programmes ont été lancés à l'intention de travailleurs en provenance de Mongolie et des Philippines en 2018.

Les politiques migratoires devraient être réexaminées pour attirer des travailleurs qualifiés d'autres pays que l'Ukraine et de l'extérieur de l'Europe de l'Est. L'existence d'informations aisément disponibles sur la vérification des diplômes, les perspectives de travail et la disponibilité de cours de langue pourrait inciter les travailleurs qualifiés à considérer la République tchèque comme une destination possible. Un réseau de 13 centres régionaux d'aide à l'intégration destiné à coordonner les efforts des autorités locales, des ONG et des autres parties prenantes a déjà été créé pour donner des informations, des conseils et des cours d'intégration, et coordonner le développement des projets locaux d'intégration cofinancés par le Fonds social européen. Ces efforts devraient être intensifiés pour faciliter l'intégration des travailleurs et de leurs familles.

**Tableau 9. Recommandations passées pour améliorer l'innovation et réduire l'inadéquation des compétences**

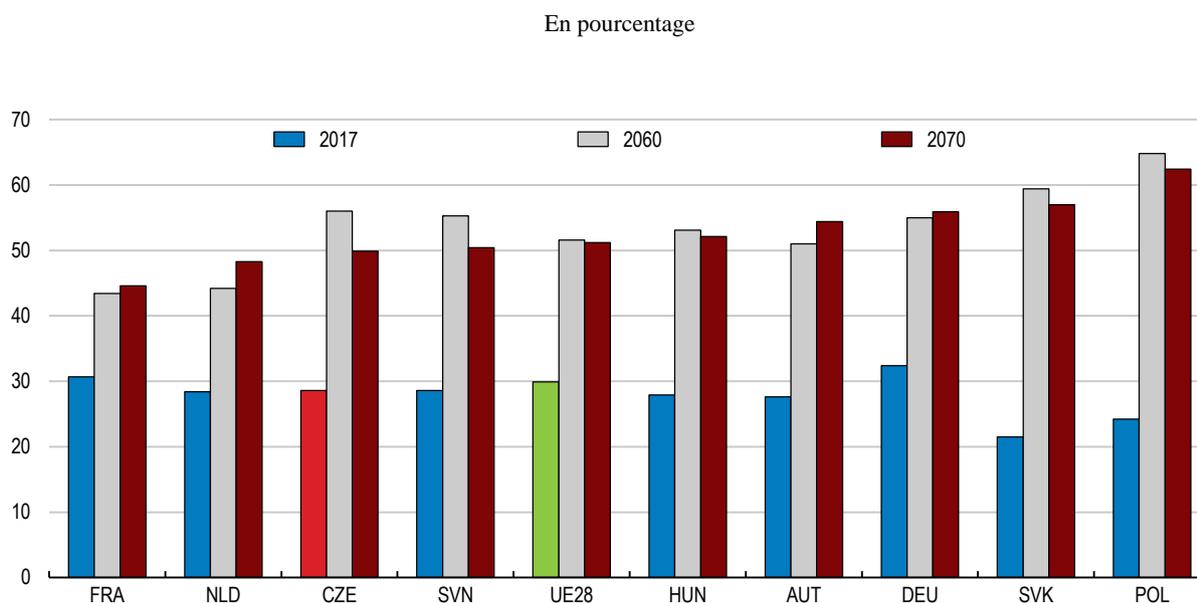
Recommandations figurant dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises
Supprimer les obstacles à la mobilité des travailleurs pour réduire l'inadéquation des compétences en améliorant le fonctionnement du marché de la location privée, en abaissant les coûts liés à la liquidation d'une entreprise et en atténuant la rigidité de la législation sur la protection de l'emploi.	En 2016, une contribution financière destinée aux demandeurs d'emploi qui, du fait des disparités régionales (ou structurelles, ou liées aux compétences), doivent effectuer la navette entre leur lieu de travail et leur domicile a été introduite. Cette allocation est versée mensuellement, sur 12 mois, à un taux forfaitaire dépendant de la distance parcourue. De plus, une indemnité de changement de lieu de résidence pour raisons professionnelles a été introduite. Cette aide financière de 50 000 CZK peut être versée aux demandeurs ayant déménagé pour les raisons ci-dessus à l'intérieur du territoire tchèque.
Accélérer la création de fonds et de programmes de garantie pour promouvoir les PME et l'innovation.	En cours. Exemple d'initiatives des pouvoirs publics : <ul style="list-style-type: none"> <li>• En 2017, 2 142 PME ont bénéficié d'aides à hauteur de 156.2 millions EUR dans le cadre du programme Garantie 2015-2023.</li> <li>• En 2017, les premiers programmes en faveur du capital-risque ont été menés en coopération avec le Fonds européen d'investissement (FEI). En janvier 2017, le Fonds de fonds géré par le FEI a été créé, avec une dotation globale de 40 millions EUR au titre du programme opérationnel entreprises et innovation pour la compétitivité (programme Capital-risque) et 10 millions du mandat RCR du FEI.</li> </ul>

### *Le vieillissement de la population pèsera sur les finances publiques*

La population de la République tchèque vieillit plus vite que celle de la plupart des pays européens. Selon des prévisions européennes récentes, le taux de dépendance démographique dans l'Union européenne devrait grimper de 29.6 %, à l'heure actuelle, à 51.2 % en 2070 (European Commission, 2018<sub>[31]</sub>). La situation en République tchèque suit cette tendance moyenne, les prévisions faisant état d'une hausse de 28.1 % en 2016 à 49.7 % en 2070, avec un pic de 56.1 % en 2058 (Graphique 23). Ce pic est supérieur à la moyenne de l'UE et il est principalement dû à la génération nombreuse née dans les

années 1970 et au recul observé au début des années 2000, en raison de l'évolution du mode de vie consécutif à la Révolution de velours.

**Graphique 23. Le taux de dépendance démographique devrait atteindre un pic aux alentours de 2060**



*Note:* Le taux de dépendance démographique correspond au rapport entre la population âgée de 65 ans et plus et la population d'âge actif (15-64 ans).

*Source:* Eurostat.

Le vieillissement de la population pèsera sur les finances publiques. Les dépenses au titre des retraites augmenteront, mais aussi celles consacrées aux soins de santé et à l'aide sociale de longue durée. Ce sont néanmoins les pensions de vieillesse qui grèvent le plus les finances publiques dans un contexte de vieillissement de la population (Tableau 10).

Le principal pilier est un système public par répartition obligatoire à prestations définies. Un deuxième pilier a été introduit en 2013 et aboli en 2016. Il s'agissait d'une tentative de création d'un régime par capitalisation facultatif à cotisations définies servant des retraites complémentaires, qui aurait permis de décharger en partie le régime public. Un troisième pilier existe, et il permet de constituer librement une épargne dans le cadre d'un régime par capitalisation intégrale à cotisations définies, mais bien que le nombre d'adhérents soit élevé, l'épargne est peu importante.

Selon les prévisions, les dépenses au titre des retraites en proportion du PIB seront stables sur les 15 prochaines années. Une forte hausse devrait néanmoins se produire pendant 20 ans à compter de 2030, à hauteur de plus de 2.5 points de PIB. En 2017, le gouvernement tchèque a retiré le mécanisme automatique de relèvement de l'âge légal de départ en retraite en plafonnant celui-ci à 65 ans (Tableau 11). Tous les cinq ans, néanmoins, le ministère du Travail et des Affaires sociales préparera un rapport sur l'espérance de vie et proposera une modification de l'âge légal de la retraite pour que chacun puisse passer en moyenne un quart de sa vie à la retraite. Dans ce mécanisme, l'évolution de l'âge de la retraite dépend des décisions du gouvernement et risque fortement de ne pas être conforme.

Le plafonnement récent de l'âge de la retraite aggrave les répercussions des dépenses de retraite sur les finances publiques. Comme dans de nombreux pays de l'OCDE, la République tchèque devrait appliquer l'indexation stricte et rigoureuse de l'âge de la retraite sur l'espérance de vie, ce qui limiterait la progression des dépenses consacrées aux retraites (Tableau 10).

De plus, les modifications récentes de la règle d'indexation des retraites font grimper les dépenses de retraite sur l'horizon de projection. Pour l'heure, les retraites sont indexées sur l'indice des prix à la consommation (ou sur l'indice du coût de la vie des retraités si celui-ci est plus élevé) et sur la croissance réelle des salaires (pour moitié). De plus, si l'augmentation des retraites devait être inférieure à 2.7 % selon la formule standard, le gouvernement a toute latitude pour relever les retraites de 2.7 %. Précédemment, la hausse correspondait à la somme de l'inflation et d'un tiers de la croissance réelle des salaires. Cette nouvelle règle fait progresser les dépenses d'environ 0.3 point sur l'horizon de projection par rapport à la règle d'indexation précédente (Ministry of Finance, 2017<sup>[36]</sup>). La nouvelle règle d'indexation devrait contribuer à empêcher la pauvreté des personnes âgées en visant un taux de remplacement moyen aux alentours de 40 %.

**Tableau 10. Prévisions des dépenses de retraite**

	% du PIB							
	2016	2020	2030	2040	2050	2060	2070	Année record
Retraites publiques totales	8.2	8.1	8.2	9.2	10.8	11.6	10.9	2059
dont								
pensions de vieillesse	6.8	6.7	6.8	7.7	9.4	10.2	9.5	2059
pensions d'invalidité	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.8	2016
pensions de réversion	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	2062
Indexation sur l'espérance de vie	8.2	8.1	8.0	8.5	9.7	10.2	9.3	2059

*Notes* : Le scénario de référence est calculé en tenant compte du plafond fixe arrêté pour l'âge légal du départ en retraite. La dernière ligne correspond à un scénario d'indexation de l'âge légal de la retraite sur l'espérance de vie.

*Source* : Ministère des Finances (2017<sup>[36]</sup>).

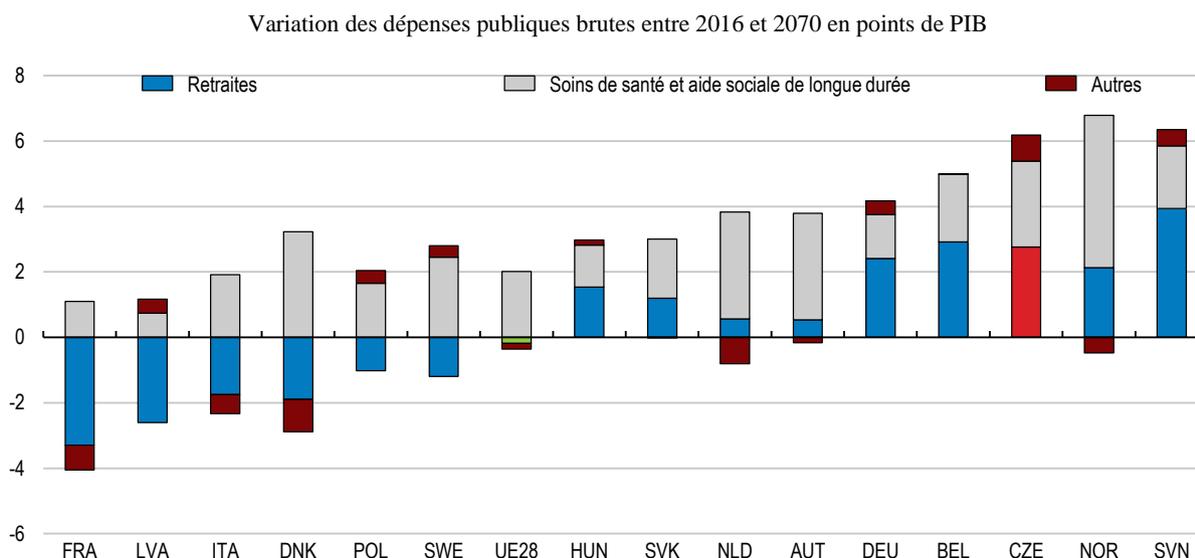
**Tableau 11. Recommandations passées sur la réforme des retraites**

Recommandations figurant dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises
Prendre des mesures pour assurer un report de l'âge effectif de la retraite.	Les modifications apportées à l'indexation des retraites en 2017 sont plus généreuses afin de protéger le pouvoir d'achat des retraités.
Continuer à veiller à ce que l'indexation des retraites ne conduise pas à des problèmes de pauvreté à un âge avancé.	Le recul de l'âge de la retraite a été plafonné à 65 ans pour les hommes et pour les femmes.
Étudier les options disponibles pour diversifier les sources de revenu des retraités.	
Une mesure supplémentaire pourrait être d'avancer la date du relèvement prévu de l'âge légal de départ en retraite.	

Les dépenses au titre des soins de santé et de l'aide sociale de longue durée devraient aussi croître dans les décennies à venir. Comparativement à d'autres pays de l'UE, la République tchèque va connaître des hausses en proportion du PIB supérieures à la moyenne (Graphique 24). Cette comparaison reposant sur les scénarios de référence du Groupe de travail sur le vieillissement de la population (European Commission, 2018<sup>[37]</sup>), elle ne tient

pas compte des aspects non démographiques, mais principalement de l'impact du vieillissement. L'augmentation effective s'annonce donc encore plus soutenue (voir le chapitre consacré à la santé).

**Graphique 24. Le vieillissement de la population aura un impact substantiel sur les finances publiques**



*Note:* Other expenditure covers education and unemployment benefits. Baseline scenarios are used for pensions, education and unemployment benefits, and AWG scenarios for health care and long-term care.

Le financement des retraites, des soins de santé et de l'aide sociale de longue durée capte à l'heure qu'il est plus de 43 % du budget de l'État et les besoins vont fortement augmenter dans les décennies à venir. Si l'on maintient le ratio budget/PIB à un niveau constant (aux alentours de 35 %), les dépenses sociales prévues en 2060 absorberaient plus de 75 % du budget (Tableau 12). Il faudrait donc réduire fortement d'autres dépenses (les salaires dans la fonction publique et l'enseignement, les investissements, etc.) ou accroître le budget de l'État en alourdissant la charge fiscale. Une indexation rigoureuse de l'âge de la retraite sur l'espérance de vie limitera l'impact du vieillissement sur les finances publiques. Une plus grande efficacité des prestations de soins de santé contribuera aussi à restreindre les répercussions du vieillissement sur les dépenses de santé (voir le chapitre traitant de la santé).

**Tableau 12. Prévisions des dépenses en proportion du budget de l’État**

	Par rapport au PIB		Par rapport au budget de l’État	
	2017	2060	2017	2060
Retraites	8.2	11.6	32.4	45.7
Pensions de vieillesse	6.8	10.2	26.8	40.2
Soins de santé	6.2	9.6		
Financés par les employés, les employeurs et les indépendants	4.1	3.3		
Financés par le budget de l’État	2.1	6.3	8.4	24.7
Aide sociale de longue durée	0.7	1.4	2.8	5.5

*Note* : La part des soins de santé financés par le budget de l’État correspond à une approximation. Il n’est pas possible d’extraire directement du budget, puisque celui-ci se décompose en différents postes, non seulement les versements directs aux caisses d’assurance maladie, mais aussi en partie le montant des autres transferts sociaux et des transferts aux budgets régionaux. Les prévisions pour 2060 correspondent à des estimations établies sur la base d’un ratio fixe budget/PIB. L’aide sociale de longue durée ne couvre pas les soins de santé de longue durée, qui sont inclus dans les dépenses de soins de santé. Les dépenses publiques totales s’élevaient à 1 279.8 milliards CZK en 2017. Les retraites ont absorbé 414.7 milliards CZK (32.4 %), dont 343.4 milliards CZK spécifiquement consacrés aux pensions de vieillesse. Les soins de santé ont été financés pour l’essentiel par les cotisations directes des employés, des employeurs et des travailleurs indépendants aux caisses d’assurance maladie, qui ne sont pas inscrites au budget de l’État. Les dépenses publiques correspondent donc à une approximation établie en soustrayant ces cotisations des dépenses de santé publiques totales, en partant de l’hypothèse que le reste doit être couvert par les budgets publics. Le chiffre de 2060 correspond, pour ce qui est du rapport au PIB, à une estimation fondée sur l’hypothèse d’une charge fixe pesant sur une personne. Le recul du ratio découle de la diminution de la population d’âge actif. Les hausses des dépenses de santé incluent des facteurs non démographiques et correspondent à des estimations de l’OCDE.

*Source* : Groupe de travail de l’UE sur le vieillissement de la population ; et estimations de l’OCDE.

### ***Promouvoir une croissance verte et traiter les problèmes d’environnement***

L’Examen environnemental 2018 de la République tchèque réalisé par l’OCDE constate que le pays obtient de bons résultats par rapport à un certain nombre d’Objectifs de développement durable, comme ceux relatifs à la pauvreté, à l’eau et à la biodiversité. Adopté en 2017, le document d’orientation République tchèque 2030 définit les priorités pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030. Cependant, l’économie affiche toujours une intensité énergétique et une intensité d’émissions de carbone parmi les plus élevées de l’OCDE, et la population est exposée à des niveaux de pollution atmosphérique considérables du fait de la dépendance au charbon (Graphique 25).

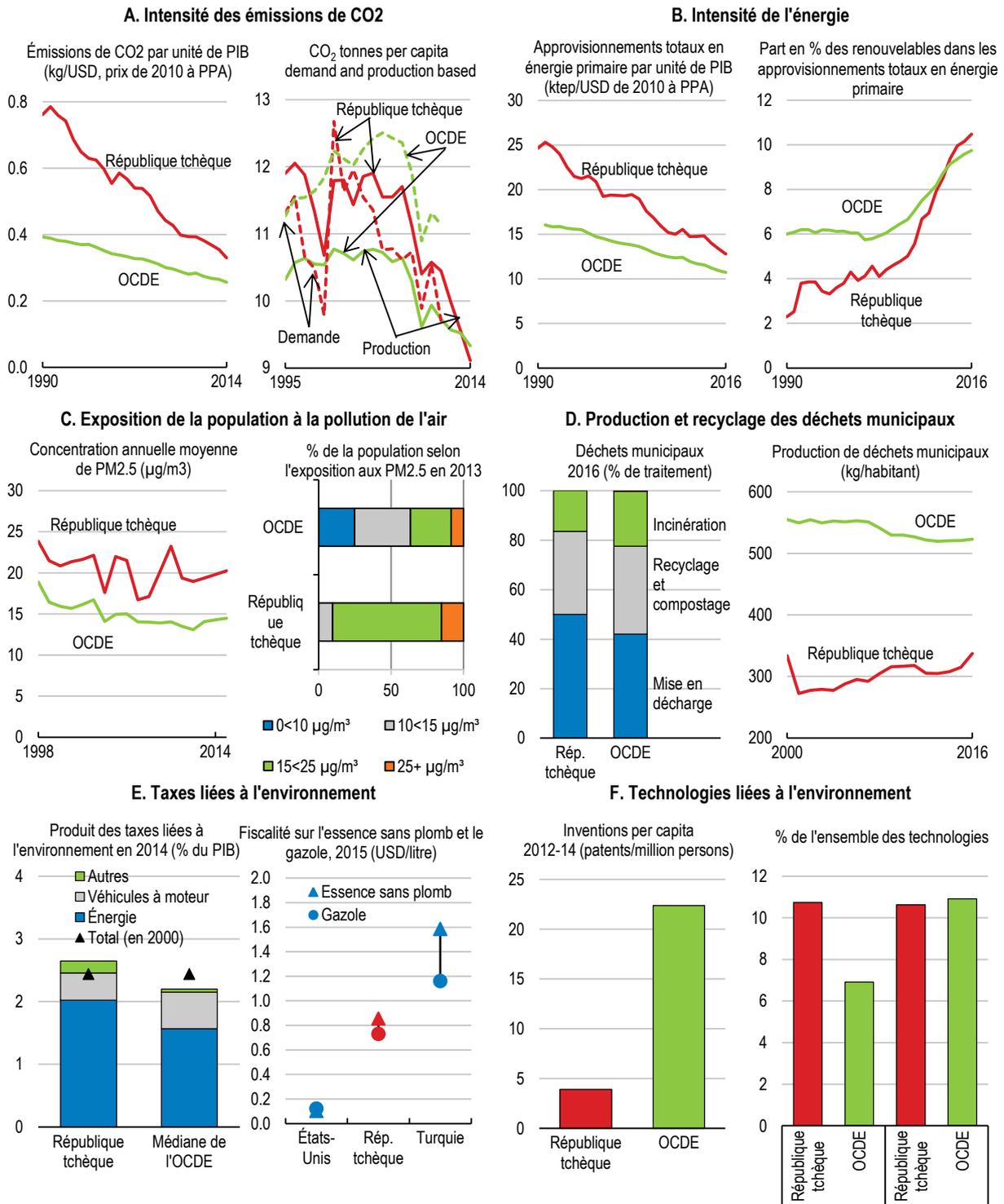
Renforcer l’engagement politique en faveur d’une économie bas carbone et mettre la Politique nationale de l’énergie en phase avec les objectifs de l’Accord de Paris constituent deux priorités essentielles. L’Examen analyse les possibilités de réviser la fiscalité pour assurer un meilleur alignement entre les objectifs économiques et environnementaux. La tarification du carbone favorisera une action efficace et économe face au changement climatique et à la pollution de l’air. Elle pourrait aussi contribuer à rendre l’énergie plus abordable.

La République tchèque recourt plus largement qu’avant aux études d’impact sur l’environnement, aux analyses d’impact de la réglementation et aux évaluations environnementales stratégiques des politiques. Cependant, elle pourrait aller plus loin en faisant davantage appel aux analyses coûts-avantages et en procédant à des analyses *ex post* des incidences et de l’efficacité des politiques. La participation du public à la prise de décision concernant l’environnement et l’accès à l’information ont progressé, mais une

modernisation des pratiques s'impose s'agissant d'aspects comme le régime de responsabilité et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Pour ce qui est des déchets, la République tchèque a progressé dans leur valorisation mais reste tributaire de la mise en décharge (Graphique 25, partie D). L'Examen pointe la nécessité d'adopter rapidement la nouvelle loi sur les déchets aujourd'hui à l'étude et d'harmoniser les informations sur la gestion des déchets au niveau national. Il analyse également comment des villes compactes peuvent contribuer à faire en sorte que les structures urbaines futures concilient mieux logements abordables, mobilité adéquate et faible pollution de l'air.

**Graphique 25. Indicateurs de la croissance verte : République tchèque**



Source : OCDE (2018), Indicateurs de croissance verte..

### **Encadré 3. Recommandations de l'Examen environnemental 2018 réalisé par l'OCDE**

L'Examen énonce un large éventail de recommandations circonstanciées, dont une partie est résumée ci-dessous.

Beaucoup de recommandations d'action spécifiques soulignent l'importance capitale de la cohérence des politiques et de l'existence de signaux-prix appropriés pour avancer sur la voie de la croissance verte :

- Renforcer l'engagement politique en faveur d'une économie bas carbone : mettre au point un plan énergie-climat intégré afin d'atteindre les objectifs de réduction des GES aux horizons 2030 et 2050.
- Ajouter un volet carbone à la taxe sur les produits énergétiques pour tenir compte des émissions de carbone qui échappent au SEQE-UE et envoyer un signal-prix plus fort et plus cohérent dans l'ensemble du monde économique.
- Envisager de redistribuer une partie des recettes fiscales résultant de la hausse des taxes sur les combustibles de chauffage et l'électricité aux ménages vulnérables au moyen de transferts monétaires sous conditions de ressources.
- Relever les droits d'accise sur le gazole et les porter à un niveau au moins équivalent à celui de l'essence, et indexer les taxes frappant ces deux catégories de carburant sur l'inflation.
- Étendre le système de redevance kilométrique pour lutter contre la pollution de l'air et la congestion et durcir les critères environnementaux dans la fiscalité automobile pour favoriser le renouvellement du parc automobile et la transition vers des véhicules plus propres.
- Revoir les taxes relatives aux déchets pour qu'elles cadrent avec la hiérarchie des modes de gestion et couvrent pleinement les coûts des services de déchets municipaux.
- Faire refluer la pollution d'origine agricole en faisant baisser l'utilisation d'engrais et de pesticides, y compris au moyen de la fiscalité.
- Appliquer des redevances d'utilisation d'eau permettant de couvrir durablement les coûts. Veiller à ce que les redevances de prélèvement d'eaux souterraines reflètent la rareté des ressources et supprimer les exonérations qui n'ont pas de justification environnementale.
- Envisager de créer une commission sur la fiscalité environnementale, si possible au sein du Conseil national du budget, pour passer en revue les répercussions environnementales des instruments fiscaux.

Dans certains cas, il serait possible de renforcer la gouvernance et la gestion environnementales pour améliorer la coordination, l'efficacité et l'application effective des dispositions. Par exemple :

- Renforcer la collaboration intercommunale pour profiter des économies d'échelle et des possibilités de coordonner la fourniture de services, par exemple de traitement et d'élimination des déchets, de distribution d'eau et d'assainissement.
- Améliorer la coordination verticale en faisant en sorte que le ministère de l'Environnement donne davantage d'orientations aux autorités régionales et locales.
- Recourir de manière accrue à l'analyse coûts-avantages pour évaluer les politiques environnementales et soumettre plus largement ces politiques à des évaluations *ex post*.
- Instaurer et appliquer un système de responsabilité objective (sans faute) pour les dommages environnementaux en supprimant les dispenses de conformité liées aux permis environnementaux.
- Veiller à ce que les citoyens et les ONG puissent saisir les tribunaux si l'autorité compétente n'agit pas en cas de non-respect de la réglementation.

Source : Examens environnementaux de l'OCDE : République tchèque 2018.

## Références

- Antal, J., T. De Castro and J. Vlčková (2015), *Upgrading in the Global Value Chains: The Case of the Czech Republic*, [http://ces.vse.cz/english/wp-content/Sborni%CC%81k-texty-CES\\_FINAL\\_N1.pdf#page=39](http://ces.vse.cz/english/wp-content/Sborni%CC%81k-texty-CES_FINAL_N1.pdf#page=39) (accessed on 05 March 2018). [17]
- Arntz, M., T. Gregory and U. Zierahn (2016), "The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries: A Comparative Analysis", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 189, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jlz9h56dvq7-en>. [30]
- Baláz, É. and P. Gal (2016), "The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework", *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2016/1. [14]
- Baláz, É. (2017), *The quantification of structural reforms: taking stock of the results for OECD and non-OECD countries*. [15]
- Barrientos, S., G. Gereffi and A. Rossi (2011), "Economic and social upgrading in global production networks: A new paradigm for a changing world", *International Labour Review*, Vol. 150/3-4, pp. 319-340, <http://dx.doi.org/10.1111/j.1564-913X.2011.00119.x>. [19]
- Czech National Bank (2017), *Risks to Financial Stability and their Indicators - January 2018*, [https://www.cnb.cz/miranda2/export/sites/www.cnb.cz/en/financial\\_stability/risk\\_fs/download/rizika\\_pro\\_financni\\_stabilitu\\_a\\_jejich\\_indikatory\\_leden\\_2018\\_en.pdf](https://www.cnb.cz/miranda2/export/sites/www.cnb.cz/en/financial_stability/risk_fs/download/rizika_pro_financni_stabilitu_a_jejich_indikatory_leden_2018_en.pdf) (accessed on 29 March 2018). [4]

- CZSO (2018), *Rates of employment and unemployment, and of economic activity (seasonally adjusted)*, [2]  
[https://www.czso.cz/documents/11350/61565920/nez053118\\_1.xlsx/3bae27b7-2a24-4f0e-b4ff-77db018f802e?version=1.0](https://www.czso.cz/documents/11350/61565920/nez053118_1.xlsx/3bae27b7-2a24-4f0e-b4ff-77db018f802e?version=1.0).
- European Centre for the Development of Vocational Training (2017), *Job opportunities: 2016 Skills forecast*, [33]  
<http://www.cedefop.europa.eu/en/publications-and-resources/data-visualisations>.
- European Commission (2018), *Ageing Report: Economic and budgetary projections for the 28 Member States (2016-2070)*, [43]  
<http://dx.doi.org/10.2765/615631>.
- European Commission (2018), *Country Report Czech Republic 2018*, [11]  
<https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2018-european-semester-country-report-czech-republic-en.pdf> (accessed on 29 March 2018).
- European Commission (2017), *Digital Transformation Monitor - Czech Republic: Průmysl 4.0*, [31]  
[https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/dem/monitor/sites/default/files/DTM\\_Prumysl%2040\\_CZ%20v1.pdf](https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/dem/monitor/sites/default/files/DTM_Prumysl%2040_CZ%20v1.pdf) (accessed on 14 March 2018).
- Eurostat (2018), *Children by household type, income group, degree of urbanisation and main reason for not meeting needs for formal childcare services [ilc\_ats04]*, [41]
- Eurostat (2018), *Part-time employment and temporary contracts - annual data [lfsi\_pt\_a] (database)*, [42]  
<http://ec.europa.eu/eurostat/web/lfs/data/database> (accessed on 15 March 2018).
- Eurostat (2017), *Employment rate of adults by sex, age groups, educational attainment level, number of children and age of youngest child (%) (lfst\_hheredch)*, [37]
- Fall, F. et al. (2015), “Prudent debt targets and fiscal frameworks”, *OECD Economic Policy Papers*, No. 15, OECD Publishing, Paris, [8]  
<http://dx.doi.org/10.1787/5jrxjtmmt9f7-en>.
- Fournier, J. and F. Fall (2015), “Limits to government debt sustainability”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1229, OECD Publishing, Paris, [7]  
<http://dx.doi.org/10.1787/5jrxv0fctk7j-en>.
- Humphrey, J. and H. Schmitz (2002), “How does insertion in global value chains affect upgrading in industrial clusters?”, *Regional studies*, Vol. 36/9, p. 1017–1027, [20]  
<http://dx.doi.org/10.1080/0034340022000022198>.
- Ministry of Finance (2018), *Fiscal Outlook*, [10]  
<https://www.mfcr.cz/en/statistics/fiscal-outlook> (accessed on 29 June 2018).
- Ministry of Finance (2018), *Macroeconomic Forecast - January 2018*, [9]  
<http://www.mfcr.cz/en/statistics/macroeconomic-forecast/2018/macroeconomic-forecast-january-2018-30911> (accessed on 19 March 2018).
- Ministry of Finance (2017), *Pension projections of the Czech Republic. Country fiche for the AWG Ageing Report 2018.*, Ministry of Finance of the Czech Republic. [44]
- Montt, G. (2015), “The causes and consequences of field-of-study mismatch: An analysis using PIAAC”, *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 167, OECD Publishing, Paris, [32]  
<http://dx.doi.org/10.1787/5jrxm4dhv9r2-en>.
- Morrison, A., C. Pietrobelli and R. Rabellotti (2008), “Global Value Chains and Technological Capabilities: A Framework to Study Learning and Innovation in [24]

- Developing Countries”, *Oxford Development Studies*, Vol. 36/1, pp. 39-58, <http://dx.doi.org/10.1080/13600810701848144>.
- OECD (2018), “Education at a glance: Educational attainment and labour-force status”, *OECD Education Statistics* (database), <http://dx.doi.org/10.1787/889e8641-en>. (accessed on 16 March 2018) [36]
- OECD (2018), “Gender Equality: Gender equality in employment”, *OECD Social and Welfare Statistics* (database), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00725-en>. (accessed on 14 June 2018) [38]
- OECD (2017), *Czech Republic: Trade and Investment Statistical Note*, <http://www.oecd.org/investment/Czech-Republic-trade-investment-statistical-country-note.pdf> (accessed on 29 March 2018). [3]
- OECD (2017), *Education at a Glance 2017: OECD Indicators*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2017-en>. [34]
- OECD (2017), *Future of Work and Skills*, [http://www.oecd.org/els/emp/wcms\\_556984.pdf](http://www.oecd.org/els/emp/wcms_556984.pdf) (accessed on 28 February 2018). [35]
- OECD (2017), *OECD Employment Outlook 2017*, OECD Publishing, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2017-en](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2017-en). [28]
- OECD (2017), *OECD Skills Outlook 2017: Skills and Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264273351-en>. [23]
- OECD (2017), *The Governance of Land Use in the Czech Republic: The Case of Prague*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264281936-en>. [6]
- OECD (2016), *OECD Economic Surveys: Czech Republic 2016*, OECD Publishing, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-cze-2016-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-cze-2016-en). [11]
- OECD (2016), *OECD Family Database - Enrolment in childcare and pre-school*, [http://www.oecd.org/els/soc/PF3\\_2\\_Enrolment\\_childcare\\_preschool.pdf](http://www.oecd.org/els/soc/PF3_2_Enrolment_childcare_preschool.pdf) (accessed on 28 February 2018). [40]
- OECD (2016), *OECD Family Database - Use of childbirth-related leave by mothers and fathers*, <http://www.oecd.org/els/family/PF2-2-Use-childbirth-leave.pdf> (accessed on 28 February 2018). [39]
- OECD (2015), *All on Board: Making Inclusive Growth Happen*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264218512-en>. [13]
- OECD (2015), *The Future of Productivity*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264248533-en>. [25]
- OECD (2014), *OECD Economic Surveys: Czech Republic 2014*, OECD Publishing, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-cze-2014-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-cze-2014-en). [29]
- OECD (2013), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264189560-en>. [27]
- OECD (2013), *Supporting Investment in Knowledge Capital, Growth and Innovation*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264193307-en>. [21]
- Pavlínek, P. (2015), “Foreign direct investment and the development of the automotive industry in central and eastern Europe”, in Galgóczi, B., J. Drahokoupil and [26]

- M. Bernaciak (eds.), *Foreign investment in eastern and southern Europe after 2008: Still a lever of growth?*, ETUI, Brussels.
- Pavlínek, P. and J. Zenka (2011), “Upgrading in the automotive industry: firm-level evidence from Central Europe”, *Journal of Economic Geography*, Vol. 11/3, pp. 559-586, <http://dx.doi.org/10.1093/jeg/lbq023>. [18]
- Pavlínek, P. and J. Ženka (2015), “Value creation and value capture in the automotive industry: Empirical evidence from Czechia”, Vol. 48/5, pp. 937-959, <http://dx.doi.org/10.1177/0308518X15619934>. [16]
- Saia, A., D. Andrews and S. Albrizio (2015), “Productivity Spillovers from the Global Frontier and Public Policy: Industry-Level Evidence”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1238, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js03hkvxhmr-en>. [22]
- Šatava, J. (2017), *Income of pensioners: labour, initial pensions and their indexation*, [https://idea.cerge-ei.cz/files/IDEA\\_Studie\\_9\\_2017\\_Prijmy\\_senioru/mobile/index.html](https://idea.cerge-ei.cz/files/IDEA_Studie_9_2017_Prijmy_senioru/mobile/index.html). [12]
- World Bank (2018), *Doing Business 2018: Reforming to Create Jobs*, <http://www.doingbusiness.org/~/media/WBG/DoingBusiness/Documents/Annual-Reports/English/DB2018-Full-Report.pdf> (accessed on 29 March 2018). [5]



# **ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES**

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE 2018 (VERSION ABRÉGÉE)

Depuis le début des années 90, la République tchèque a réussi à se rapprocher de la moyenne des revenus des pays de l'OCDE. Fort de sa situation géographique et de sa base industrielle solide, le pays a ouvert ses marchés et attiré les investissements étrangers directs. Après la Révolution de velours de 1989, l'économie s'est plus étroitement intégrée aux chaînes de valeur mondiales. La croissance a été forte, quoique instable. Après une croissance lente au lendemain de la crise financière de 2007, la République tchèque a repris son mouvement de convergence vers les revenus moyens de l'OCDE et de l'UE. L'économie est florissante, tirée par la demande intérieure et extérieure. Le PIB par habitant a atteint 82 % de la moyenne de l'OCDE en 2017, soit 88 % de la moyenne de l'UE.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/420fee1a-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site [www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org) pour plus d'informations.

**Volume 2018/Supplément 1**  
**Juillet 2018**



ISSN 0304-3363  
ABONNEMENT 2018  
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-50460-8



9 789264 504608

éditionsOCDE  
[www.oecd.org/editions](http://www.oecd.org/editions)